

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

92 — 1674

[C — 27257]

9 AVRIL 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif aux déchets toxiques ou dangereux

L'Exécutif régional wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 78/319/CEE du 20 mars 1978 relative aux déchets toxiques et dangereux et la directive 91/689/CEE du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987, du 30 juin 1988, du 4 juillet 1991 et du 25 juillet 1991, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 5 avril 1990;

Vu l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 1987 et par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 27 novembre 1986, du 11 décembre 1986, du 9 juillet 1987, du 12 novembre 1987 et du 28 septembre 1990;

Vu le règlement général pour la Protection du Travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et notamment le titre Ier;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées, modifié par les arrêtés du 20 juillet 1989, du 21 décembre 1989, du 19 avril 1990 et du 7 février 1991;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets, modifié par l'arrêté du 28 septembre 1990;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

2° déchet : tout déchet tel que défini par le décret;

3° déchet toxique : tout déchet toxique au sens de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

4° déchet dangereux :

a) tout déchet considéré comme tel par la liste prévue à l'article 33, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées;

b) tout déchet qui possède une ou plusieurs des caractéristiques énumérées à l'annexe III;

5° collecte : opération de ramassage, de tri ou de regroupement de déchets en vue de leur transport;

6° transport : ensemble des opérations de chargement, d'acheminement et de déchargement des déchets;

7° élimination : toute opération prévue à l'annexe I du présent arrêté;

8° regroupement : immobilisation provisoire sur un site autorisé avec possibilité de mélanger des déchets d'origines différentes dans la mesure où les déchets mélangés sont de nature compatible;

9° prétraitement : toute opération conduisant à la modification de l'état physique du déchet, après laquelle il est encore nécessaire d'effectuer une des opérations prévues aux annexes I ou II;

10° valorisation : toute opération prévue à l'annexe II du présent arrêté;

11° Office : l'Office régional wallon des déchets;

12° fonctionnaire technique : le directeur général de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;

13° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a la protection de l'environnement dans ses attributions.

L'Exécutif établit une liste de déchets dangereux. Cette liste fait l'objet d'un réexamen périodique.

Art. 2. Le présent arrêté n'est pas applicable à l'élimination en décharges contrôlées ainsi qu'aux déchets faisant l'objet d'arrêtés particuliers.

Art. 3. Il est interdit à quiconque de se débarrasser des déchets toxiques ou dangereux, si ce n'est :

1° soit, en procédant à leur élimination ou à leur valorisation dans ses propres installations dûment autorisées;

2° soit, en les confiant à un tiers bénéficiant de l'agrément requis pour assurer la collecte ou à un tiers agréé et autorisé pour effectuer le regroupement, le prétraitement, l'élimination ou la valorisation des déchets toxiques ou dangereux;

3° soit, en les confiant à une installation située en dehors du territoire de la Région wallonne, après s'être assuré que cette installation satisfait aux conditions que lui impose la législation qui lui est applicable pour procéder à l'élimination ou la valorisation de ces déchets.

Art. 4. 1° Les déchets toxiques ou dangereux sont tenus séparés d'autres déchets toxiques ou dangereux ou d'autres déchets lors de leur collecte et de leur transport. Au cas où les déchets se trouvent déjà mélangés avec d'autres déchets, substances ou matières, une opération de séparation doit avoir lieu si cela est techniquement et économiquement faisable.

2° Toutefois, le mélange de déchets toxiques ou dangereux avec d'autres déchets toxiques ou dangereux ou avec d'autres déchets, substances ou matières, est autorisé s'il doit permettre d'améliorer la sécurité de la collecte ou du transport sans compromettre l'efficacité ou la sécurité de l'élimination ou de la valorisation.

CHAPITRE II. — De l'autorisation d'implanter et d'exploiter une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux

Section Ire. — Principe de l'autorisation

Art. 5. § 1er. Sont soumises à autorisation, l'implantation et l'exploitation d'une installation spécifique de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux, non intégrée dans un processus de production industrielle et traitant des déchets en provenance de tiers ainsi que, lorsqu'elles sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, l'extension ou la modification des activités ou toute transformation de ces installations.

§ 2. L'autorisation comme installation d'élimination ou de valorisation vaut autorisation comme installation de prétraitement et comme installation de regroupement. L'autorisation comme installation de prétraitement vaut autorisation comme installation de regroupement.

§ 3. L'autorisation comme installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux ne peut être accordée qu'à un exploitant agréé à cet effet conformément aux dispositions du chapitre IV.

Section 2. — Des conditions et modalités de l'autorisation

Art. 6. L'autorisation est accordée pour une durée qu'elle précise et qui ne peut excéder vingt ans.

Art. 7. L'autorisation fixe le délai dans lequel l'installation doit être mise en activité.

Art. 8. L'autorisation ne peut être cédée qu'à un exploitant agréé conformément aux dispositions du chapitre V et sous réserve d'en aviser préalablement l'autorité qui a accordé l'autorisation ainsi que le fonctionnaire technique.

Art. 9. L'autorisation impose la conclusion, par l'exploitant, d'un contrat d'assurance contenant :

1° une stipulation pour autrui au bénéfice de tout tiers lésé, cette stipulation emportant l'inopposabilité des exceptions, nullités et déchéances;

2° une clause prévoyant que la suspension ou la résiliation du contrat ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle la cause de la suspension ou de la résiliation a été notifiée au ministre.

Section 3. — De la procédure d'introduction et d'examen de la demande

Sous-section Ire. — De l'examen de la demande par la députation permanente

Art. 10. La demande d'autorisation est introduite, en huit exemplaires, auprès de la députation permanente de la province sur le territoire de laquelle l'installation en projet doit être établie, soit par pli recommandé à la poste, soit par dépôt avec accusé de réception.

Art. 11. La demande d'autorisation contient les indications et documents suivants :

1° l'objet précis de la demande, en ce compris la description des déchets concernés et les capacités nominales des installations projetées;

2° l'identité, le domicile, le siège social, le ou les sièges d'exploitation du demandeur et, le cas échéant, de son représentant ou de son mandataire;

3° la copie de l'agrément de l'exploitant ou le cas échéant, la copie de la demande d'agrément qu'il a introduite;

4° si le demandeur est une personne morale constituée sous la forme d'une société, l'identité de ses administrateurs et gérants ainsi qu'une copie de ses statuts, des modifications éventuelles de ceux-ci et de ses trois derniers bilans ;

5° l'identité du responsable de l'exploitation pour laquelle la demande est introduite;

6° les documents probants quant à la nature des droits du demandeur sur le terrain, les immeubles et l'équipement;

7° la description du site et de l'installation pour laquelle l'autorisation est demandée, comprenant :

a) une description technique et un relevé des appareils et procédés mis en oeuvre, ainsi que la nature et la puissance des moteurs;

b) les quantités approximatives et les conditions de stockage des déchets à éliminer ou valoriser, des matières à fabriquer ou à stocker;

c) un diagramme des flux de matières et s'il échet un diagramme des flux énergétiques;

d) un plan de situation de l'installation à l'échelle 1/10 000e;

e) un extrait de la matrice cadastrale des parcelles ou parties de parcelles comprises dans un rayon de 100 mètres autour des parcelles sur lesquelles l'installation est située;

f) un plan dressé à l'échelle du 5 mm par mètre au moins indiquant la disposition des locaux, des unités de l'installation et l'emplacement des ateliers, magasins, stockages, moteurs principaux.

8° les mesures en vue d'atténuer les inconvénients auxquels l'établissement pourrait donner lieu pour le voisinage en matière de rejets atmosphériques, de rejets dans les eaux, de bruit, de vibrations et de circulation routière;

9° les dispositions pour l'évacuation des résidus de traitement des déchets;

10° les dispositions en matière de sécurité, comprenant :

a) une description concise des accidents pouvant se produire dans l'installation avec une estimation des suites probables et prévisibles au détriment du personnel et de l'environnement;

b) les dispositions pour que l'élimination des déchets reste assurée, si l'installation se trouve hors service pour quelque motif que ce soit;

11° le délai prévu pour la mise en activité;

12° la qualification et les missions du personnel de l'installation;

13° le régime horaire de fonctionnement de l'installation;

14° l'identité et les qualifications des personnes que le demandeur désigne pour assurer le respect des législations particulières relatives à la protection de l'environnement et des conditions de l'autorisation requise en vertu du présent arrêté;

15° la copie des contrats d'assurances, couvrant la responsabilité civile relative à l'installation;

16° un inventaire du dossier.

Art. 12. § 1er. Dans les dix jours de la réception de la demande, la députation permanente transmet un accusé de réception au demandeur.

Dans le même délai, elle transmet six exemplaires de la demande au fonctionnaire technique qui, dans les trente jours, vérifie si le dossier contient les indications et documents visés à l'article 11.

§ 2. Si la demande n'est pas complète, le fonctionnaire technique en informe le demandeur, dans le délai fixé au § 1er, alinéa 2, par lettre recommandée à la poste, et lui indique les pièces ou renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

§ 3. Lorsque la demande est complète, le fonctionnaire technique la déclare recevable et notifie sa décision, dans le délai fixé au paragraphe 1er, alinéa 2, par lettre recommandée à la poste, simultanément au demandeur et à la députation permanente;

cette notification fait courir le délai prévu à l'article 16.

§ 4. Dans les huit jours de cette notification, la députation permanente transmet une copie du dossier de la demande au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle l'installation doit être établie.

Art. 13. § 1er. Dans les huit jours de la réception du dossier de la demande, si une étude d'incidence n'a pas été prescrite, le collège des bourgmestre et échevins ouvre l'enquête publique par l'affichage d'un avis établi sur le modèle qui figure à l'annexe IV.

L'avis reste affiché pendant trente jours aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits au moins, le long d'une voie publique carrossable proche du site d'implantation prévu dans la demande.

L'avis est également affiché, pendant le même délai, aux endroits habituels d'affichage des communes voisines dont une partie du territoire serait comprise dans un rayon de cinq cents mètres du site d'implantation.

Les avis doivent être visibles et lisibles pendant toute la durée de l'affichage.

§ 2. En outre, le collège des bourgmestre et échevins fait publier à deux reprises, aux frais du demandeur, au cours du délai visé au § 1er, alinéa 2, dans deux quotidiens diffusés dans la région, l'annonce du dépôt de la demande d'autorisation. Il informe également, individuellement et par écrit, chacun des propriétaires et les principaux occupants des terrains et immeubles compris dans un rayon de cent mètres autour du site d'implantation.

§ 3. Le dossier de la demande d'autorisation, à l'exception des dispositions générales et particulières du contrat d'assurance qui ne sont pas relatives à la seule responsabilité civile découlant de l'exploitation de l'installation, peut être consulté, pendant toute la durée de l'enquête, au lieu de la commune désigné par l'avis et par les annonces diffusées dans la presse. L'administration communale détermine les jours et heures pendant lesquels le dossier peut être consulté. Un jour par semaine, le dossier doit pouvoir être consulté jusqu'à vingt heures.

§ 4. Pendant l'enquête, toute personne peut adresser ses réclamations et observations écrites au collège des bourgmestre et échevins. A l'expiration du délai d'enquête, le collège des bourgmestre et échevins tient une séance au cours de laquelle sont entendus tous ceux qui le désirent et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal de l'enquête. Ce procès-verbal clôture celle-ci.

Art. 14. Dans les dix jours suivant l'établissement du procès-verbal de clôture de l'enquête, le collège des bourgmestre et échevins renvoie le dossier à la députation permanente, en y joignant son avis motivé.

Dans les cinq jours de la réception du dossier, la députation permanente transmet au fonctionnaire technique le procès-verbal de clôture de l'enquête et l'avis du collège des bourgmestre et échevins.

Sont joints également les certificats de publication et les extraits de presse relatifs à la publicité assurée conformément à l'article 13, §§ 1er et 2 ainsi que les documents prescrits à l'enquête publique.

Art. 15. En même temps qu'il notifie à la députation permanente sa décision de recevoir la demande, le fonctionnaire technique en adresse une copie aux fonctionnaires suivants :

1° le fonctionnaire dirigeant l'Office, s'il échet;

2° l'inspecteur général de la division de l'eau du Ministère de la Région wallonne ;

3° le directeur régional compétent de la division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol du Ministère de la Région wallonne ;

4° le directeur provincial compétent de la direction générale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du Ministère de la Région wallonne.

Ces fonctionnaires transmettent au fonctionnaire technique, dans les cinquante jours de la communication de la demande, leur avis motivé. Passé ce délai, la procédure est poursuivie.

Lorsque la demande d'autorisation concerne les déchets toxiques, le fonctionnaire technique adresse dans le même délai que celui visé à l'alinéa 1er une copie de la demande à la Commission d'agrément visée à l'article 71.

Le fonctionnaire technique établit un rapport technique qui tient, notamment, compte des éléments visés à l'article 13, § 4, ainsi que des avis visés au présent article et à l'article 14, alinéa 1er, et le transmet à la députation permanente, au plus tard dans les soixante jours avant l'expiration du délai prévu à l'article 16.

Art. 16. La députation permanente statue sur la demande dans les cent quatre-vingt-cinq jours de la notification de la décision, visée à l'article 12, § 3, déclarant la demande recevable.

Art. 17. La décision de la députation permanente est notifiée par lettre recommandée à la poste, simultanément au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle l'installation doit être établie et au fonctionnaire technique qui en informe les services visés à l'article 15 ainsi que le directeur régional compétent de la division des pollutions industrielles du Ministère de la Région wallonne.

La décision est, dans les cinq jours de sa notification, intégralement affichée pendant trente jours à la maison communale de ladite commune et, à quatre endroits au moins, le long d'une voie publique carrossable proche du site d'implantation projeté. Un avis affiché dans les mêmes conditions peut remplacer l'affichage de la décision; cet avis mentionne la décision prise et indique que le texte intégral de la décision et les conditions imposées peuvent être consultés auprès de l'administration communale.

La décision ou l'avis est également affiché, de la même manière et pendant le même délai, aux endroits habituels d'affichage des communes voisines dont une partie du territoire est comprise dans un rayon de cinq cents mètres du site d'implantation.

Dès le dernier jour de l'affichage, le collège des bourgmestre et échevins transmet à la députation permanente le certificat de publication de la décision mentionnant la période pendant laquelle la décision ou l'avis a été affiché.

Sous-section 2. — Des recours contre la décision de la députation permanente

Art. 18. § 1er. Un recours auprès du Ministre est ouvert au demandeur de l'autorisation, au gouverneur et à tout tiers intéressé, contre toute décision prise par la députation permanente. Ce recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le gouverneur est tenu d'introduire un recours si le fonctionnaire technique le lui demande.

Art. 19. A peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Ministre, par lettre recommandée à la poste, dans les vingt jours :

1° suivant l'affichage prévu à l'article 17, alinéas 2 et 3, lorsque le recours émane d'un tiers intéressé;

2° suivant la réception de la notification prévue à l'article 17, alinéa 1er, lorsque le recours émane du demandeur d'autorisation ou du gouverneur.

Art. 20. Dans les huit jours suivant l'introduction du recours, le Ministre en informe simultanément le demandeur, la députation permanente, le collège des bourgmestre et échevins de la commune du lieu de l'exploitation, ainsi qu'en vue de lui permettre de donner l'avis prévu par l'article 21, le fonctionnaire technique.

Dans les cinq jours de cette notification, le collège des bourgmestre et échevins procède, suivant les modalités prévues à l'article 17, alinéas 2 et 3, à l'affichage d'un avis mentionnant l'introduction du recours.

Art. 21. Le Ministre statue sur le recours dans les nonante jours à dater de l'expiration du délai de recours. Il recueille, au préalable, l'avis du fonctionnaire technique qui, à cet effet, entend les requérants ou leur représentant, ainsi que le demandeur, et peut recueillir l'avis des fonctionnaires visés à l'article 15, alinéa 1er, 1° à 4°, dresse le procès-verbal de leur audition et le joint à son avis.

Art. 22. La décision du Ministre est notifiée, par pli recommandé à la poste, simultanément, au requérant, au demandeur, à la députation permanente et au collège des bourgmestre et échevins, ainsi que, par pli ordinaire, au fonctionnaire technique qui en informe les fonctionnaires intéressés.

Elle est affichée suivant les modalités prévues à l'article 17, alinéas 2 et 3.

Section 4. — De la modification des conditions de l'autorisation, de sa suspension et de son retrait

Art. 23. L'autorité qui a accordé une autorisation peut, à tout moment, modifier les obligations imposées, notamment en vue de limiter les effets négatifs d'une installation sur le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux ou, d'une manière générale, d'empêcher que cette installation porte atteinte à l'environnement ou à la santé de l'homme.

Sur la base d'un procès-verbal constatant une infraction au décret, à ses arrêtés d'exécution ou aux conditions d'autorisation, l'autorité qui a accordé une autorisation peut suspendre ou retirer celle-ci après avoir donné la possibilité à son titulaire de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé; en cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'autorisation peut être suspendue sans délai et sans audition dudit titulaire.

Art. 24. Toute décision prise en vertu de la présente section est notifiée, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, simultanément au titulaire de l'autorisation, au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle l'installation est située, au fonctionnaire technique et, s'il échet, à la députation permanente.

Art. 25. En cas de retrait ou de suspension de l'autorisation, le bourgmestre ou, en cas d'inertie de celui-ci, le fonctionnaire technique, prend les mesures nécessaires pour que l'activité soit arrêtée.

Art. 26. Un recours non suspensif est ouvert au titulaire de l'autorisation auprès du Ministre contre toute décision prise par la députation permanente en vertu de la présente section ou auprès de l'Exécutif lorsque la décision est prise par le ministre.

Le recours est introduit par lettre recommandée à la poste, dans les vingt jours de la notification de la décision.

Art. 27. Le Ministre ou l'Exécutif statuent sur le recours dans les soixante jours de son introduction. Ils recueillent au préalable, l'avis du fonctionnaire technique qui, à cet effet, entend le requérant.

Art. 28. La décision du Ministre ou de l'Exécutif est notifiée, par pli recommandé à la poste, simultanément, au requérant, à la députation permanente et au collège des bourgmestre et échevins, ainsi que par pli ordinaire, au fonctionnaire technique.

Elle est affichée suivant les modalités prévues à l'article 17, alinéas 2 et 3.

CHAPITRE III. — De l'agrément des collecteurs et des transporteurs de déchets toxiques ou dangereux

Section 1re. — Principe de l'agrément

Art. 29. La collecte et le transport de déchets toxiques ou dangereux en provenance de tiers sont soumis à agrément préalable. Cet agrément est accordé pour une durée qu'il précise et qui ne peut excéder cinq ans.

Art. 30. Tout agrément obtenu pour la collecte ou le transport de déchets toxiques vaut agrément pour la collecte ou le transport de déchets dangereux.

Art. 31. La liste des collecteurs et des transporteurs de déchets toxiques ou dangereux agréés est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Section 2. — Conditions de l'agrément

Art. 32. Pour être agréé comme collecteur ou comme transporteur de déchets toxiques ou dangereux, il faut satisfaire aux conditions suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique :

a) être Belge ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) ne pas avoir été condamné par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction au titre Ier du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à la loi du 9 juillet 1984 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des déchets, au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

d) disposer des garanties financières et disposer ou s'engager à disposer des moyens techniques et humains permettant d'assurer les activités pour lesquelles l'agrément est demandé, conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux dispositions en matière de transport de matières dangereuses ou de liquides inflammables;

e) s'engager à souscrire un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'agrément est demandé et à en transmettre copie à l'Office avant toute mise en oeuvre de l'acte d'agrément, étant entendu que ce contrat doit contenir, pour les déchets toxiques :

1° une stipulation pour autrui au bénéfice de tout tiers lésé, cette stipulation emportant l'inopposabilité des exceptions, nullités et déchéances;

2° une clause prévoyant que la suspension ou la résiliation du contrat ne produira effet qu'après l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle la cause de la suspension ou de la résiliation a été notifiée au ministre.

3° S'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :

a) être constituée conformément à la législation belge ou à celle d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et avoir son siège social ou son siège d'exploitation en Belgique ou dans un autre Etat membre de la Communauté européenne;

b) ne compter, parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, b) et c);

c) remplir les conditions prévues au 1°, d) et e);

4° S'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé non constituée sous forme de société commerciale :

a) ne compter parmi les membres de ses organes de gestion et les membres de son personnel responsable des opérations pour lesquelles l'agrément est demandé, que des personnes qui satisfont aux conditions prévues au 1°, b) et c);

b) remplir les conditions prévues au 1°, d) et e);

Le Ministre détermine les moyens techniques et humains dont tout demandeur doit pouvoir disposer pour être agréé comme collecteur ou comme transporteur. Il détermine les délais dans lesquels tout demandeur doit disposer de ces moyens.

Art. 33. L'agrément comme collecteur est subordonné à la condition que l'entrepreneur verse préalablement, à un compte ouvert au nom de l'Office dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations, une somme dont le montant calculé par l'Office est destiné à assurer l'exécution des obligations du demandeur en matière d'environnement.

Cette formalité peut être remplacée, au gré de l'entrepreneur, par la constitution préalable, dans un établissement bancaire désigné par l'Office et reconnu par la Commission bancaire, d'une garantie bancaire du même montant au profit de l'Office.

Art. 34. § 1er. Le montant de la garantie bancaire ou du cautionnement visés à l'article 33 est revu au moins tous les cinq ans. A cette fin, l'exploitant communique à l'Office, par lettre recommandée à la poste, au plus tard trois mois avant l'expiration de chaque délai de cinq ans, les renseignements suivants :

1° l'évolution des capacités nominales des installations visées;

2° la description technique et un relevé de la capacité des moyens mis en oeuvre.

§ 2. L'Office dispose de trois mois à dater de la réception des renseignements visés au 1er paragraphe pour fixer à l'intéressé le montant de la garantie bancaire ou du cautionnement valable pour les cinq années à venir.

Art. 35. Tous les cinq ans à compter de la notification de l'agrément, le transporteur communique à l'Office, par lettre recommandée à la poste, un relevé actualisé de ses moyens de transport.

Section 3. — Procédure d'introduction et d'examen de la demande

Art. 36. § 1er. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Office par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Elle contient les indications et documents suivants :

1° S'il s'agit d'une personne physique :

a) l'identité et le domicile du demandeur;

b) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs ou, à défaut, tout document en tenant lieu;

c) une note décrivant la nature et la quantité de déchets susceptible d'être collectée ou transportée annuellement;

d) le ou les établissements de destination des déchets;

e) une note déterminant les mesures destinées à éviter tout danger pour la santé de l'homme et tout préjudice pour l'environnement;

f) une note relative aux moyens techniques et humains dont dispose ou disposera le demandeur et aux garanties financières dont dispose le demandeur, en vue de collecter ou de transporter des déchets toxiques ou dangereux conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, ainsi qu'aux dispositions en matière de transport, et toutes pièces justificatives à cet égard;

g) l'engagement formel de souscrire le contrat d'assurance visé à l'article 32, 1°, e) et d'en transmettre copie à l'Office avant toute mise en oeuvre de l'acte d'agrément.

2° S'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :

a) une copie de l'acte de constitution de la société, des statuts et des modifications éventuelles de ceux-ci;

b) l'indication du lieu du siège social et des sièges d'exploitation;

c) tous documents établissant que les conditions fixées à l'article 32, 2°, a) et b) sont remplies;

d) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes ayant le pouvoir d'engager la société;

e) un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs de la personne ou des personnes ayant en Région wallonne le pouvoir d'engager la société ou, à défaut, tout document en tenant lieu;

f) les indications et documents visés au 1°, c) à g);

3° S'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé non constituée sous forme de société commerciale :

a) sa nature juridique et sa dénomination;

b) la liste nominative des membres de ses organes de gestion et des membres de son personnel responsables de la collecte ou du transport;

c) un certificat de bonnes conduites, vie et mœurs de chacune des personnes ayant en Région wallonne le pouvoir d'engager la société ou, à défaut, tout document en tenant lieu;

d) les indications et documents visés au 1^o, c) à g).

§ 3. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Office transmet un accusé de réception au demandeur.

Dans les trente jours de la réception de la demande, il vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus au § 2.

Si le dossier n'est pas complet, il en informe le demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, et lui indique les pièces ou les renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

Lorsque le dossier est complet, l'Office déclare la demande recevable et notifié sa décision au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, par lettre recommandée à la poste; cette notification fait courir le délai fixé au § 5.

§ 4. L'Office peut exiger tous documents complémentaires de nature à établir que le demandeur dispose des garanties financières, et qu'il dispose ou s'engage à disposer des moyens techniques et humains suffisants.

§ 5. Après avoir recueilli l'avis de l'Office, le Ministre statue sur la demande d'agrément et impose les conditions particulières requises. La décision est prise dans un délai de six mois à compter de la notification de la recevabilité de la demande. Lorsque la demande d'agrément concerne la collecte de déchets toxiques, l'avis de la Commission d'agrément visée à l'article 71 est requis.

Art. 37. La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. Toute décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité du collecteur ou du transporteur et la nature des déchets qui peuvent être collectés ou transportés.

Section 4. — De la modification des conditions de l'agrément, de sa suspension et de son retrait

Art. 38. Le Ministre peut suspendre l'agrément comme collecteur lorsque les renseignements visés au § 1er de l'article 34 n'ont pas été transmis à l'Office dans les délais impartis ou s'il apparaît que la nouvelle garantie bancaire ou le nouveau cautionnement n'a pas été constitué dans le mois de la notification à l'intéressé du nouveau montant de la garantie bancaire ou du cautionnement.

Le Ministre peut suspendre l'agrément comme transporteur lorsque les renseignements visés à l'article 35 n'ont pas été transmis à l'Office dans les délais impartis.

Art. 39. Le Ministre peut, à tout moment, imposer des obligations nouvelles, suspendre ou retirer l'agrément lorsque la collecte ou le transport entraînent un danger pour la santé de l'homme ou un préjudice à l'environnement.

Art. 40. Sur la base d'un procès-verbal constatant une infraction à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, au décret, à ses arrêtés d'exécution ou aux conditions d'agrément, l'agrément peut être suspendu ou retiré, après qu'il ait été donnée à son titulaire, la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé; en cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'agrément peut être suspendu sans délai et sans audition dudit titulaire.

Art. 41. Toute décision prise en vertu des articles 38, 39 et 40 est notifiée à l'intéressé. Le retrait d'agrément est publié par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — De l'agrément des exploitants d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux

Section 1re. — Principe de l'agrément

Art. 42. § 1er. Les exploitants d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux en provenance de tiers sont soumis à un agrément. Cet agrément est accordé pour une durée qu'il précise et qui ne peut excéder la durée de l'autorisation d'exploiter.

§ 2. L'agrément comme exploitant d'une installation d'élimination ou de valorisation vaut agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement et comme exploitant d'une installation de regroupement. L'agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement vaut agrément comme exploitant d'une installation de regroupement.

Art. 43. Tout agrément obtenu pour les déchets toxiques vaut agrément pour les déchets dangereux.

Art. 44. La liste des exploitants d'installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux agréés est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Section 2. — Conditions de l'agrément

Art. 45. Pour être agréé comme exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux, les intéressés doivent satisfaire aux conditions prévues à l'article 32.

Art. 46. Les dispositions des articles 33 et 34 sont applicables à l'agrément des exploitants d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux.

Section 3. — Procédure d'introduction et d'examen de la demande

Art. 47. § 1er. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Office par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Elle contient les indications et documents suivants :

1^o S'il s'agit d'une personne physique :

a) l'identité et le domicile du demandeur;

b) un certificat de bonnes conduites, vie et mœurs ou, à défaut, tout document en tenant lieu;

c) une note relative aux moyens techniques et humains dont dispose ou disposera le demandeur et aux garanties financières dont dispose le demandeur, en vue d'exploiter une installation conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, et toutes pièces justificatives à cet égard;

d) l'engagement formel de souscrire le contrat d'assurance visé à l'article 32, 1^o, e) et d'en transmettre copie à l'Office avant toute mise en exploitation des installations;

e) les informations techniques sur les opérations envisagées et une estimation des caractéristiques et quantités de déchets visés.

2^o S'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale :

a) une copie de l'acte de constitution de la société, des statuts et des modifications éventuelles de ceux-ci;

b) l'indication du lieu du siège social et des sièges d'exploitation;

c) tous documents établissant que les conditions fixées à l'article 32, 2^o, a) et b) sont remplies;

- d) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes ayant le pouvoir d'engager la société;
- e) un certificat de bonnes conduite vie et mœurs de chacune des personnes ayant en Région wallonne le pouvoir d'engager la société ou à défaut tout document en tenant lieu;
- f) les indications visées au 1° c) à e).

3° S'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé non constituée sous forme de société commerciale :

- a) sa nature juridique et sa dénomination;
- b) la liste nominative des membres de ses organes de gestion et des membres de son personnel responsables de l'exploitation;
- c) d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs de chacune des personnes ayant en Région wallonne le pouvoir d'engager la société, ou à défaut, tout document en tenant lieu;
- d) les indications et documents visés au 1°, c) à e).

§ 3. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Office transmet un accusé de réception au demandeur.

Dans les trente jours de la réception de la demande, il vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus au § 2.

Si le dossier n'est pas complet, il en informe le demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, et lui indique les pièces ou les renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

Lorsque le dossier est complet, l'Office déclare la demande recevable et notifie sa décision au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, par lettre recommandée à la poste; cette notification fait courir le délai fixé au § 5.

§ 4. L'Office peut exiger tous documents complémentaires de nature à établir que le demandeur dispose des garanties financières, et qu'il dispose ou s'engage à disposer des moyens techniques et humains suffisants.

§ 5. Après avoir recueilli l'avis de l'Office, le Ministre statue sur la demande d'agrément et impose les conditions particulières requises. La décision est prise dans un délai de six mois à compter de la notification de la recevabilité de la demande. Lorsque la demande d'agrément concerne les déchets toxiques, l'avis de la Commission d'agrément visée à l'article 71 est requis.

Art. 48. La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. Toute décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité de l'exploitant et le ou les procédés admis de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation ainsi que la nature des déchets qui peuvent être acceptés.

Section 4. — De la modification des conditions de l'agrément, de sa suspension et de son retrait

Art. 49. Le Ministre peut à tout moment imposer des obligations nouvelles, suspendre ou retirer l'agrément lorsque les activités de l'installation entraînent un danger pour la santé de l'homme ou un préjudice à l'environnement.

Art. 50. Les dispositions des articles 38, alinéa 1er, 40 et 41, sont applicables en ce qui concerne la suspension ou le retrait de l'agrément d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux.

Section 5. — De la personne responsable des opérations de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation

Art. 51. Les opérations de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux, effectuées par un exploitant agréé, sont placées sous l'autorité d'une personne responsable employée sous contrat de travail à temps plein, désignée par cet exploitant et agréée par le Ministre.

Art. 52. La personne responsable a pour mission de veiller en permanence à l'observation et à l'application des dispositions légales et réglementaires et des conditions d'agrément et d'autorisation qui s'imposent à l'exploitant agréé. Elle ordonne et surveille l'exécution de toute mesure nécessaire pour assurer la santé de l'homme et la protection de l'environnement.

Art. 53. Tant qu'elle est titulaire de l'agrément prévu à l'article 51, la personne responsable ne peut, en cas de réorganisation des services, être déchargée de ses missions par l'exploitant.

S'il veut décharger la personne responsable agréée de ses missions, l'exploitant doit préalablement désigner une autre personne responsable et demander le transfert de l'agrément au profit de cette dernière.

Il en va de même en cas de démission, mise à la retraite, incapacité de longue durée ou licenciement, notamment licenciement pour motif grave de la personne responsable.

Le Ministre statue sur la demande de transfert, il recueille au préalable l'avis de l'Office qui, à cet effet, entend la personne responsable antérieurement agréée.

Art. 54. § 1er. La personne responsable ne peut être licenciée que pour motif grave ou pour des raisons d'ordre économique ou technique préalablement reconnues par la commission paritaire compétente. La commission paritaire est tenue de se prononcer au sujet de l'existence ou l'absence des raisons d'ordre économique ou technique dans les deux mois à compter de la demande qui lui a été faite par l'employeur.

Si la commission paritaire n'a pu se prononcer dans le délai prévu, l'affaire sera portée devant le tribunal du travail du lieu qui statuera d'urgence. Durant la procédure, la personne responsable conservera tous les droits prévus dans son contrat de travail.

Pour l'application du présent paragraphe, est considéré comme licenciement :

- 1° Toute rupture du contrat par l'employeur, qu'elle ait lieu avec ou sans indemnité de congé, sans préavis ou avec préavis signifié pendant la période fixée au § 2;
- 2° Toute rupture du contrat par le travailleur en raison de faits qui, dans le chef de ce travailleur, constituent un motif de rompre le contrat sans préavis ou avant l'expiration du terme.

§ 2. La personne responsable bénéficie des dispositions du § 1er jusqu'à l'expiration d'une période suivant le retrait de son agrément et dont la durée est fixée à :

- 2 ans lorsqu'elle compte moins de 10 années de service;
- 3 ans lorsqu'elle compte de 10 à moins de 20 années de service;
- 4 ans lorsqu'elle compte 20 années de service ou plus dans l'entreprise.

Le bénéfice des dispositions du présent paragraphe n'est plus accordé lorsque la personne atteint l'âge de la retraite, sauf s'il est de pratique courante dans l'entreprise de maintenir en service la catégorie de travailleurs à laquelle elle appartient.

§ 3. Lorsque l'employeur ne respecte pas les dispositions des §§ 1er et 2, il est tenu de payer à la personne licenciée, sans préjudice du droit à des indemnités plus élevées payées en vertu du contrat ou des usages, ou à tous autres dommages et intérêts pour préjudice matériel ou moral, une indemnité égale à la rémunération en cours correspondant à la durée de la période fixée au § 2.

Art. 55. Pour être agréés comme personne responsable, les intéressés doivent satisfaire aux conditions prévues à l'article 32, 1^o, b) et c).

Ils doivent en outre :

- 1^o posséder une formation suffisante dans le domaine des déchets toxiques ou dangereux;
- 2^o être titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil, de licencié en sciences, d'ingénieur chimiste et des industries agricoles, d'ingénieur industriel.

Le Ministre peut déroger à la condition prévue à l'alinéa 1er, 2^o.

Art. 56. § 1er. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Office, par lettre recommandée à la poste, par la personne désignée par l'exploitant.

§ 2. Elle contient les indications et documents suivants :

- 1^o l'identité et le domicile de l'intéressé;
- 2^o une attestation de l'exploitant agréé désignant l'intéressé comme personne responsable;
- 3^o les documents établissant que les conditions prévues à l'article 55 sont remplies;
- 4^o un *curriculum vitae*;
- 5^o un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs.

Le Ministre peut exiger la production d'autres documents nécessaires.

Art. 57. Le Ministre fixe la durée de l'agrément.

Art. 58. Le Ministre peut retirer l'agrément si la personne responsable n'est plus à même d'assumer correctement ses missions, et dans ce cas seulement. Il recueille au préalable l'avis de l'Office qui, à cet effet, entend l'intéressé et l'exploitant.

CHAPITRE V. — Des informations relatives à la détention et à la livraison des déchets toxiques ou dangereux

Section 1re. — Du registre des déchets toxiques ou dangereux.

Art. 59. Tout producteur ou collecteur de déchets toxiques ou dangereux ou exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux, tient un registre dont le modèle est établi par l'Office et le garde pendant cinq ans au moins à la disposition de l'Office.

Art. 60. Le registre contient notamment les indications suivantes :

- 1^o En ce qui concerne le producteur :
 - a) la quantité, la nature et les caractéristiques des déchets produits ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;
 - b) le processus générateur et le lieu de dépôt des déchets;
 - c) la date à laquelle les déchets sont cédés;
 - d) l'identité du transporteur agréé;
 - e) les méthodes et le site d'élimination ou de valorisation des déchets ou l'identité du collecteur agréé à qui ces déchets ont été cédés.
- 2^o En ce qui concerne le collecteur :
 - a) l'identité du producteur du déchet;
 - b) la nature et la quantité des déchets ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;
 - c) la date de prise en charge chez le producteur;
 - d) l'identification précise du transporteur agréé et du moyen de transport utilisé;
 - e) la destination du déchet, la date de livraison ainsi que la copie du bordereau de prise en charge par le centre de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation.
- 3^o En ce qui concerne l'exploitant d'un centre de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation :
 - a) l'identité du producteur et du collecteur du déchet;
 - b) la nature et la quantité des déchets ainsi que le code d'identification éventuellement attribué par la Région wallonne;
 - c) la date d'entrée dans l'installation;
 - d) l'identité du transporteur agréé;
 - e) le mode de prétraitement, d'élimination ou de valorisation subi par les déchets.

Section 2. — De la déclaration de détention de déchets toxiques ou dangereux

Art. 61. Quiconque détient des déchets toxiques ou dangereux, soit parce qu'il les a produits, soit parce qu'ils les lui ont été remis, est tenu de les déclarer et de transmettre à l'Office les indications qui figurent dans le registre mentionné à l'article 60, au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par le Ministre.

Toute modification de la nature ou de la composition des déchets déclarés doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration auprès de l'Office.

Art. 62. Lorsqu'elle est faite par le producteur des déchets, la déclaration de détention s'effectue dans les dix premiers jours du 2e mois de chaque semestre; elle contient les données concernant le semestre écoulé et une estimation pour les deux semestres suivants.

Art. 63. Lorsqu'elle est faite par une personne autre que le producteur des déchets, la déclaration de détention s'effectue tous les trimestres dans les dix jours qui suivent l'expiration du trimestre de référence.

Art. 64. Tout détenteur de déchets peut, avec l'autorisation du fonctionnaire dirigeant l'Office, utiliser un support d'informations autre que le formulaire prévu à l'article 61, pour autant qu'il comporte les mêmes informations.

Section 3. — Du formulaire de transport des déchets

Art. 65. Tout détenteur de déchets toxiques ou dangereux est tenu, lors de chaque transport, d'en faire la déclaration à l'Office. Le formulaire ainsi que les modalités de déclaration sont déterminés par le Ministre, sur la proposition de l'Office.

Art. 66. Le formulaire accompagne les déchets jusqu'à l'installation destinataire qui peut être un centre d'élimination ou de valorisation des déchets.

Le détenteur, les divers opérateurs intermédiaires et l'exploitant de l'installation destinataire signent successivement le formulaire au moment de la prise en charge des déchets. Ils en conservent chacun un exemplaire signé par l'intermédiaire suivant et tiennent ce document, pendant cinq ans au moins, à la disposition de l'Office.

Art. 67. Le fonctionnaire dirigeant l'Office peut exiger qu'un rapport d'analyse, dont il définit les modalités et déterminant la nature ainsi que la composition des déchets, soit annexé au formulaire de transport.

Art. 68. Le formulaire de transport n'est pas requis lorsque le producteur des déchets procède lui-même, sur le site de production, à leur élimination ou à leur valorisation.

Art. 69. En vue de l'application de la présente section, le Ministre peut prendre toutes mesures de nature à permettre l'utilisation des techniques informatiques.

Art. 70. Le formulaire prévu par la présente section tient lieu de bordereau de transport agréé prévu aux articles 53, 84 et 112 de l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

CHAPITRE VI. — De la Commission d'agrément en matière de déchets

Art. 71. § 1er. Il est créé une Commission d'agrément en matière de déchets. Elle est notamment chargée de remettre les avis sur les demandes d'agrément ou d'autorisation visées aux articles 15, alinéa 3, 36, § 5, et 47, § 5.

Le Ministre peut soumettre également à l'avis de la Commission toute question relative à l'octroi d'agréments ou d'autorisations visés par d'autres réglementations en matière de déchets.

§ 2. Cette Commission est composée :

1° du directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de son délégué, qui en assume la présidence;

2° du directeur général des Technologies et de la Recherche ou de son délégué;

3° de l'inspecteur général de la Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-Sol ou de son délégué;

4° du fonctionnaire dirigeant l'Office ou de son délégué;

5° de l'inspecteur général de la Division de l'Eau ou de son délégué;

6° de l'inspecteur général de la Division des Pollutions industrielles ou de son délégué;

7° de trois personnalités choisies en vertu de leur compétence scientifique particulière, portant notamment sur les domaines suivants : génie chimique, toxicologie, agronomie;

8° d'un représentant des laboratoires agréés en vertu de la réglementation relative aux déchets toxiques;

9° d'un secrétaire choisi au sein du pool de la Division des Déchets.

Les personnes visées aux points 8° à 9° ci-dessus sont nommées pour un terme de six ans par le Ministre. Leur mandat est renouvelable à l'expiration du délai prévu.

Tous les membres de la Commission ont voix délibérative à l'exception du secrétaire.

La Commission ne siège valablement que si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative sont présents. L'avis est donné à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. La Commission peut convoquer et entendre le demandeur d'agrément, ainsi que toute autre personne qu'elle juge utile.

Elle émet son avis dans un délai de deux mois à dater du jour où elle a été saisie de la demande. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Si elle émet un avis favorable, elle peut proposer les conditions d'exploitation ainsi que les garanties financières.

Si elle émet un avis défavorable, la Commission doit motiver son avis sous peine de nullité.

CHAPITRE VII. — Dispositions pénales

Art. 72. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et réprimées conformément au décret; toutefois, celles qui concernent les déchets toxiques le sont conformément à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques.

Art. 73. Celui qui ne respecte pas les conditions d'autorisation ou d'agrément prévues par le présent arrêté est puni de peines visées à l'article 51, § 1er, 4°, du décret.

CHAPITRE VIII. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 74. Dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets, modifié par l'arrêté du 28 septembre 1990, sont abrogés :

1° les articles 2, § 1er, 3, 4 à 11 et 16 à 25;

2° les autres articles en tant qu'ils concernent les déchets toxiques ou dangereux.

Art. 75. Les autorisations d'exploiter une installation d'élimination de déchets accordées sur base de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques continuent de produire leurs effets jusqu'à l'expiration du terme pour lequel elles ont été accordées et valent jusqu'à ce terme au sens du présent arrêté pour les opérations qu'elles visent.

Art. 76. Tout agrément comme éliminateur de déchets toxiques ou dangereux délivré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté vaut agrément en qualité d'exploitant d'une installation d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux au sens du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'Office peut proposer au Ministre des modifications aux différents agréments existants si les conditions précédemment imposées sont non conformes avec le présent arrêté. Le Ministre doit notifier sa décision dûment motivée dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 77. Tout agrément octroyé en qualité de collecteur de déchets toxiques ou dangereux délivré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté vaut agrément en qualité de collecteur de déchets toxiques ou dangereux au sens du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'Office peut proposer au Ministre des modifications aux différents agréments existants si les conditions précédemment imposées sont non conformes avec le présent arrêté. Le Ministre doit notifier sa décision dûment motivée dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 78. Tout exploitant d'une installation d'élimination ou de valorisation de déchets toxiques ou dangereux est tenu de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 79. Toute entreprise de transport de déchets toxiques ou dangereux est tenue de se conformer aux dispositions du chapitre III dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 80. La première déclaration de détention de déchets toxiques ou dangereux prévue à la section 2 du chapitre V s'effectue dans les six mois de la publication du présent arrêté. Elle contient les données disponibles pour le semestre en cours et une estimation pour les deux semestres suivants.

Art. 81. L'examen des dossiers en cours d'instruction est poursuivi conformément à la procédure instaurée par le présent arrêté.

Art. 82. Dans l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, modifié par l'arrêté royal du 2 juin 1987 et par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 27 novembre 1986, du 11 décembre 1986, du 9 juillet 1987, du 12 novembre 1987 et du 28 septembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 1er, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Néanmoins, en Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets, le présent arrêté ne s'applique pas à l'offre en vente et à la vente, à l'acquisition et à la cession à titre onéreux ou à titre gratuit, à la neutralisation, à l'élimination et à la valorisation des déchets toxiques. »;

2° l'article 27bis est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27bis. En Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement, l'élimination ou la valorisation :

a) par « autorisation d'acquisition » au sens de l'article 24, 2° et de l'article 25 du présent arrêté, il faut entendre « agrément en qualité de collecteur »;

b) la redevance visée au présent chapitre est versée ou virée au compte de l'Office régional des déchets. »;

3° l'article 33 est complété par la disposition suivante :

« En Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets, il faut entendre par « Commission d'agrément », la Commission d'agrément en matière de déchets créée par l'article 71 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux. »;

4° l'article 37 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. Les articles 3, 5 à 23, 35 et 36 du présent arrêté cessent d'être applicables dans la Région wallonne, en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets. »

Art. 83. Dans l'article 34, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées, modifié par l'arrêté du 19 avril 1990, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Les critères de danger sont ceux définis par l'annexe III de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux. »

Art. 84. Dans le respect du décret de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques et des dispositions de droit international applicables, le Ministre peut :

1° définir des catégories de déchets auxquelles les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables en raison du risque minime que ces déchets présentent pour la santé de l'homme et pour l'environnement;

2° déroger, soit par voie réglementaire, soit par des décisions individuelles, aux dispositions du présent arrêté, pour les opérations ou activités occasionnelles et non dangereuses.

Art. 85. Pour l'implantation et l'exploitation des installations visées à l'article 5, les dispositions des chapitres Ier et II du titre Ier du Règlement général pour la Protection du Travail et de l'article 4 de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, ne sont plus applicables en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement.

Art. 86. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 87. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe I

Opérations d'élimination

- D1 Dépôt sur ou dans le sol
- D2 Traitement en milieu terrestre
- D3 Injection en profondeur
- D4 Lagunage
- D6 Rejet des déchets solides dans le milieu aquatique
- D8 Traitement biologique non spécifié dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon un des procédés qui y sont énumérés
- D9 Traitement physico-chimique non spécifié dans la présente annexe aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés qui y sont énumérés

D10 Incinération à terre

D12 Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.)

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe II

Opération débouchant sur une possibilité de valorisation

R1 Récupération ou régénération des solvants

R2 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants

R3 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques

R4 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques

R5 Régénération des acides ou des bases

R6 Récupération des produits servant à capter les polluants

R7 Récupération des produits provenant des catalyseurs

R8 Régénération ou autres réemplois des huiles

R9 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie

R10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie incluant les opérations de compostage et autres transformations biologiques, sauf dans le cas des cadavres d'animaux, des matières fécales et autres substances naturelles et non dangereuses utilisées dans le cadre de l'exploitation agricole

R11 Utilisation de déchets obtenus à partir de l'une des opérations numérotées de R1 à R10

R12 Echange de déchets en vue de le soumettre à l'une des opérations numérotées de R1 à R11

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe III

Caractéristiques de danger pour les déchets

« Explosible » : substances et préparations pouvant exploser sous l'effet de la flamme ou qui sont plus sensibles aux chocs ou aux frottements que le dinitrobenzène;

« Comburant » : substances et préparations qui, au contact d'autres substances, notamment de substances inflammables, présentent une réaction fortement exothermique;

« Extrêmement inflammable » : substances et préparations liquides dont le point d'éclair est inférieur à 0 °C et dont le point d'ébullition est inférieur ou égal à 35 °C;

« Facilement inflammable » : substances et préparations :

— pouvant, à température ambiante, s'échauffer et enfin s'enflammer au contact de l'air, sans apport d'énergie;

— pouvant, à l'état solide, s'enflammer facilement par une brève action d'une « source d'inflammation », et qui continuent à brûler ou à se consumer après l'éloignement de celle-ci;

— à l'état liquide, dont le point d'éclair est inférieur à 21 °C;

— à l'état gazeux, qui en mélange avec l'air, sont inflammables à une pression normale;

— développant, en contact avec l'eau ou l'air humide, des gaz inflammables en quantité dangereuse;

« Inflammable » : substances et préparations liquides, dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21 °C et inférieur ou égal à 55 °C;

« Irritant » : substances et préparations non corrosives qui, par contact immédiat, prolongé ou répété avec la peau ou les muqueuses, peuvent provoquer une réaction inflammatoire;

« Nocif » : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques de gravité limitée;

« Cancérogène » : substances ou préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire le cancer ou en augmenter la fréquence;

« Corrosif » : substances ou préparations qui, en contact avec des tissus vivants, peuvent exercer une action destructive sur ces derniers;

« Infectieux » : matières contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines dont on sait, ou dont on a de bonnes raisons de croire, qu'ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants;

« Tératogène » : substances ou préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des malformations congénitales non héréditaires ou en augmenter la fréquence;

« Mutagène » : substances ou préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence; substances ou préparations qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique; susceptibles, après élimination, de donner naissance par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixivation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus;

« Ecotoxiques » : substances ou préparations qui présentent ou peuvent présenter des risques immédiats ou différés pour un ou plusieurs compartiments de l'environnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe IV

Enquête publique

Avis à la population :

L'administration communale de informe la population que (la personne de droit public) a déposé une demande de à l'endroit suivant en y joignant la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, prévue par le décret du 11 septembre 1985.

Toute personne peut :

1° consulter le dossier de demande, y compris la notice d'évaluation

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

2° assister à la réunion d'information organisée par l'administration communale

à l'adresse suivante :

à la date et heure suivantes :

3° adresser ses réclamations et observations écrites à avant le

Le Bourgmestre

Le secrétaire communal

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 1674

[C — 27257]

9. APRIL 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über giftige oder gefährliche Abfälle

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über Abfälle, abgeändert durch die Richtlinie 91/156/EWG vom 18. März 1991;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 78/319/EWG vom 20. März 1978 über giftige und gefährliche Abfälle und der Richtlinie 91/689/EWG vom 12. Dezember 1991 über gefährliche Abfälle;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991 und teilweise durch den Entscheid des Schiedshofes vom 5. April 1990 annulliert;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. Juni 1987 und durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. November 1986, vom 11. Dezember 1986, vom 9. Juli 1987, vom 12. November 1987 und vom 28. September 1990;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch den Regentenerlaß vom 11. Februar 1946, insbesondere des Titels 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien, abgeändert durch die Erlasse vom 20. Juli 1989, vom 21. Dezember 1989, vom 19. April 1990 und vom 7. Februar 1991;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen, abgeändert durch den Erlaß vom 28. September 1990;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Dekret » : das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle.
 2. « Abfälle » : alle Abfälle im Sinne des Dekrets.
 3. « giftige Abfälle » : alle giftigen Abfälle im Sinne des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle.
 4. « gefährliche Abfälle » :
 - a) alle Abfälle, die durch die in Artikel 33 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien vorgesehene Liste als solche betrachtet werden;
 - b) alle Abfälle, die eine oder mehrere der in Anlage III aufgezählten Merkmale aufweisen.
 5. « Sammlungen » : das Einsammeln, Sortieren oder Zusammenstellen von Abfällen im Hinblick auf ihre Beförderung.
 6. « Transport » : alle Maßnahmen zum Aufladen, Befördern und Abladen der Abfälle.
 7. « Beseitigung » : jedes in Anlage I zum vorliegenden Erlaß vorgesehene Verfahren.
 8. « Zusammenstellung » : provisorische Lagerung der Abfälle verschiedener Herkunft auf einem zugelassenen Gelände mit Möglichkeit, sie zu mischen, sofern die gemischten Abfälle miteinander vereinbar sind.
 9. « Vorbehandlung » : jede Maßnahme zur Änderung des Aggregatzustands der Abfälle, nach der eines der in den Anlagen I oder II vorgesehenen Verfahren noch erforderlich ist.
 10. « Verwertung » : jedes Verfahren, das in Anlage II zum vorliegenden Erlaß vorgesehen ist.
 11. « Amt » : das Wallonische Regionale Amt für Abfälle.
 12. « technischer Beamte » : den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder seinen Beauftragten.
 13. « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.
- Die Exekutive erstellt ein Verzeichnis von gefährlichen Abfällen. Dieses Verzeichnis wird regelmäßig überprüft.

Art. 2. Dieser Erlaß findet keine Anwendung auf die Beseitigung in überwachten Deponien sowie auf Abfälle, die den Gegenstand von besonderen Erlassen bilden.

Art. 3. Es ist jedem verboten, sich giftiger oder gefährlicher Abfälle zu entledigen, außer :

1. indem er sie in seinen eigenen ordnungsgemäß zugelassenen Anlagen beseitigt bzw. verwertet;
2. indem er sie einer Drittperson überläßt, die die zur Sammlung erforderliche Zulassung hat oder zugelassen ist und befugt ist, die giftigen oder gefährlichen Abfälle zusammenzustellen, vorzubehandeln, zu beseitigen oder zu verwerten;
3. indem er sie einer außerhalb des Gebietes der Wallonischen Region gelegenen Anlage anvertraut, nachdem er sich vergewissert hat, daß diese Anlage den aufgrund von Rechtsvorschriften für sie geltenden Anforderungen genügt, um diese Abfälle zu beseitigen bzw. zu verwerten.

Art. 4. § 1. Gefährliche oder giftige Abfälle werden bei ihrer Sammlung und ihrem Transport von anderen gefährlichen bzw. giftigen Abfällen oder von anderen Abfällen getrennt gehalten. Sind Abfälle bereits mit anderen Abfällen, Stoffen oder Materien vermischt, so ist eine entsprechende Trennung vorzunehmen, wenn dies technisch und wirtschaftlich möglich ist.

§ 2. Das Mischen von giftigen bzw. gefährlichen Abfällen mit anderen giftigen oder gefährlichen Abfällen bzw. mit anderen Abfällen, Stoffen oder Materien ist jedoch zugelassen, wenn dies mit dem Ziel geschieht, die Sicherheit der Sammlung bzw. des Transports zu verbessern, ohne die Effizienz oder die Sicherheit der Beseitigung bzw. der Verwertung zu gefährden.

KAPITEL II. — Genehmigung zur Ansiedlung und zur Betreibung einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen

Abschnitt 1. — Prinzip der Genehmigung

Art. 5. § 1. Die Ansiedlung und die Betreibung einer spezifischen Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen, die nicht in einen industriellen Produktionsprozeß eingegliedert ist und in der Abfälle von Drittpersonen aufbereitet werden, sowie die Erweiterung oder die Änderung der Tätigkeiten oder jeder Umbau dieser Anlagen, wenn sie die Umwelt gefährden können, unterliegen einer Genehmigung.

§ 2. Die Genehmigung für eine Beseitigungs- oder Verwertungsanlage gilt als Genehmigung für eine Vorbehandlungsanlage und eine Zusammenstellungsanlage. Die Genehmigung für eine Vorbehandlungsanlage gilt als Genehmigung für eine Zusammenstellungsanlage.

§ 3. Die Genehmigung als Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen darf nur einem Betreiber erteilt werden, der gemäß den Bestimmungen von Kapitel IV dazu zugelassen worden ist.

Abschnitt 2. — Bedingungen und Modalitäten für die Genehmigung

Art. 6. Die Genehmigung wird für einen in ihr bestimmten Zeitraum von höchstens zwanzig Jahren erteilt.

Art. 7. Die Genehmigung bestimmt die Frist, in der die Anlage in Betrieb genommen werden muß.

Art. 8. Die Genehmigung darf nur einem Betreiber abgetreten werden, der gemäß den Bestimmungen von Kapitel V zugelassen ist, sofern die Behörde, die sie erteilt hat, sowie der technische Beamte vorher davon verständigt worden sind.

Art. 9. Die Genehmigung erfordert, daß der Betreiber einen Versicherungsvertrag abschließt, der folgendes enthält :

1. eine Bestimmung zugunsten eines geschädigten Dritten, wobei diese Bestimmung den Ausschluß der Einrede, der Nichtigkeit und der Rechtsverwirkung nach sich zieht;

2. eine Klausel, in der vorgesehen ist, daß das Ruhen oder die Aufkündigung des Vertrags nur nach Ablauf einer sechsmonatigen Frist wirksam wird, die ab dem Tag gilt, an dem dem Minister der Grund für das Ruhen bzw. die Aufkündigung mitgeteilt worden ist.

Abschnitt 3. — Verfahren für die Einreichung und die Prüfung des Antrags

Unterabschnitt 1. — Prüfung des Antrags durch den ständigen Ausschuß

Art. 10. Der Genehmigungsantrag wird in acht Exemplaren bei dem ständigen Ausschuß der Provinz, auf deren Gebiet die geplante Anlage errichtet werden soll, per Einschreiben eingereicht oder gegen Empfangsbescheinigung abgegeben.

Art. 11. Der Genehmigungsantrag enthält folgende Angaben und Dokumente :

1. den genauen Gegenstand des Antrags, einschließlich der Beschreibung der betreffenden Abfälle und der jeweiligen Nennleistung der geplanten Anlagen;

2. die Identität, den Wohnsitz, den Geschäftssitz, den bzw. die Betriebssitze des Antragstellers und gegebenenfalls seines Vertreters bzw. seines Bevollmächtigten;

3. die Kopie der Zulassung des Betreibers oder gegebenenfalls die Kopie des Zulassungsantrags, den er eingereicht hat;

4. wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, die die Rechtsform einer Gesellschaft besitzt : die Identität ihrer Verwaltungsratsmitglieder und Geschäftsführer sowie eine Kopie ihrer Satzungen, deren eventuellen Abänderungen und ihrer drei letzten Bilanzen;

5. die Identität der Person, die für die Betreibung, für die der Antrag eingereicht wird, verantwortlich ist;

6. die Beweisstücke in bezug auf die Art der Rechte des Antragstellers am Grundstück, an den Gebäuden und an der Ausrüstung;

7. die Beschreibung des Geländes und der Anlage, für die der Antrag eingereicht wird, mit :

a) einer technischen Beschreibung und einer Aufstellung der benutzten Geräte und der angewandten Verfahren sowie der Art und der Leistung der Motoren;

b) den approximativen Mengen und den Bedingungen für die Lagerung der zu beseitigenden bzw. zu verwertenden Abfälle, der herzustellenden oder zu lagernden Stoffe;

c) einem Diagramm des jeweiligen Materienflusses und gegebenenfalls einem Diagramm des jeweiligen Energieflusses;

d) einem Lageplan der Anlage im Maßstab 1/10 000;

e) einem Auszug aus dem Katasterbuch für die Parzellen bzw. Parzellenteile, die sich im Umkreis von 100 Metern von den Parzellen befinden, auf denen die Anlage liegt;

f) einem Plan, der mindestens im Maßstab 5 mm je Meter erstellt ist und auf dem die Anordnung der Räume, der Einheiten der Anlage und der Standort der Werkstätten, Lagerräume, Lager, Hauptmotoren angegeben sind;

8. die Maßnahmen zur Milderung der negativen Auswirkungen, die der Betrieb auf die Umgebung in bezug auf die Ableitungen in Luft und Wasser, den Lärm, die Schwingungen und den Straßenverkehr haben könnte;

9. die Vorkehrungen zur Beseitigung der Rückstände aus der Aufbereitung der Abfälle;

10. die Sicherheitsvorkehrungen mit :

a) einer kurzen Beschreibung der Unfälle, die sich in der Anlage ereignen können, sowie einer Schätzung der wahrscheinlichen und vorhersehbaren Folgen zum Nachteil des Personals und der Umwelt;

b) den Maßnahmen zur weiteren Sicherstellung der Beseitigung der Abfälle, wenn die Anlage aus irgendeinem Grunde außer Betrieb ist;

11. die für die Inbetriebnahme vorgesehene Frist;

12. die Qualifikation und die Aufgaben des Personals der Anlage;

13. den Stundenplan für den Betrieb der Anlage;

14. die Identität und die Qualifikationen der Personen, die der Antragsteller bestimmt, um die Einhaltung der besonderen Rechtsvorschriften über den Umweltschutz und der Bedingungen der aufgrund des vorliegenden Erlasses erforderlichen Genehmigung sicherzustellen;

15. die Kopie der Versicherungsverträge zur Deckung der Haftpflicht in bezug auf die Anlage;

16. ein Bestandsverzeichnis der Akte.

Art. 12. § 1. Binnen zehn Tagen nach Eingang des Antrags läßt der ständige Ausschuß dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung zukommen.

In der gleichen Frist übermittelt er dem technischen Beamten sechs Exemplare des Antrags, und dieser prüft binnen dreißig Tagen nach, ob die Akte die in Artikel 11 erwähnten Angaben und Dokumente enthält.

§ 2. Wenn der Antrag nicht vollständig ist, informiert der technische Beamte den Antragsteller in der in § 1 Absatz 2 erwähnten Frist per Einschreiben darüber und teilt ihm mit, welche zusätzlichen Schriftstücke bzw. Angaben er beizubringen hat.

§ 3. Wenn der Antrag vollständig ist, erklärt der technische Beamte ihn für zulässig und teilt dem Antragsteller und dem ständigen Ausschuß gleichzeitig in der in § 1 Absatz 2 festgelegten Frist seinen Beschluß per Einschreiben mit; mit dieser Mitteilung beginnt die Laufzeit der in Artikel 16 vorgesehenen Frist.

§ 4. Binnen acht Tagen nach dieser Mitteilung übermittelt der ständige Ausschuß dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet die Anlage errichtet werden soll, eine Kopie der Akte bezüglich des Antrags.

Art. 13. § 1. Binnen acht Tagen nach Eingang der Akte bezüglich des Antrags eröffnet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, wenn keine Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich ist, eine öffentliche Untersuchung, indem es eine Mitteilung aushängt, deren Muster sich in Anlage IV befindet.

Die Mitteilung bleibt während dreißig Tagen an den üblichen Anschlagstellen und an mindestens vier Stellen entlang eines befahrbaren öffentlichen Weges in der Nähe des im Antrag vorgesehenen Standortes angeschlagen.

Die Mitteilung wird ebenfalls während der gleichen Frist an den üblichen Anschlagstellen der benachbarten Gemeinden angeschlagen, von denen ein Teil des Gebietes im Umkreis von fünfhundert Metern vom Standort der Anlage gelegen sein könnte.

Die Mitteilung muß man während der gesamten Dauer des Anschlags sehen und lesen können.

§ 2. Ferner läßt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium während der in § 1 Absatz 2 erwähnten Frist die Bekanntgabe der Einreichung des Genehmigungsantrags zweimal in zwei in der Gegend verteilten Zeitungen auf Kosten des Antragstellers veröffentlichen. Das Kollegium informiert ebenfalls jeden Eigentümer und die hauptsächlichen Besitzer der Grundstücke und Gebäude, die sich im Umkreis von hundert Metern vom Standort der Anlage befinden, getrennt und schriftlich.

§ 3. Während der ganzen Dauer der Untersuchung kann die Akte über den Genehmigungsantrag mit Ausnahme der allgemeinen und besonderen Bestimmungen des Versicherungsvertrags, die sich nicht auf die rein zivilrechtliche Haftung beziehen, welche sich aus der Betreibung der Anlage ergibt, am Ort der Gemeinde eingesehen werden, der in der Mitteilung und in den Anzeigen der Zeitungen angegeben wird. Die Gemeindeverwaltung bestimmt die Tage und die Uhrzeiten, wo die Akte eingesehen werden kann. Die Akte muß an einem Tag pro Woche bis acht Uhr abends eingesehen werden können.

§ 4. Während der Untersuchung kann jede Person ihre schriftlichen Beschwerden und Bemerkungen an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium richten. Nach Ablauf der Untersuchungsfrist hält das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Sitzung ab, bei der alle Interessenten angehört werden und an deren Ende ein Protokoll über die Untersuchung aufgestellt wird. Dieses Protokoll schließt diese ab.

Art. 14. Binnen zehn Tagen nach Erstellung des Protokolls zum Abschluß der öffentlichen Untersuchung schießt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem ständigen Ausschuß die Akte zurück und fügt ihr sein mit Gründen versehenes Gutachten bei.

Binnen fünf Tagen nach Eingang der Akte übermittelt der ständige Ausschuß dem technischen Beamten das Protokoll zum Abschluß der Untersuchung und das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums.

Diesen Dokumenten werden ebenfalls die Veröffentlichungsbescheinigungen und die Zeitungsauszüge in bezug auf die gemäß Artikel 13 § 1 und § 2 gewährleistete Bekanntmachung sowie die bei der öffentlichen Untersuchung vorgeschriebenen Dokumente beigelegt.

Art. 15. Zum Zeitpunkt, wo der technische Beamte dem ständigen Ausschuß seinen Beschluß, dem Antrag stattzugeben, mitteilt, läßt er folgenden Beamten gleichzeitig eine Kopie davon zukommen :

1. gegebenenfalls dem leitenden Beamten des Amtes;
2. dem Generalinspektor der Abteilung Wasser des Ministeriums der Wallonischen Region;
3. dem für die Region zuständigen Direktor der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds des Ministeriums der Wallonischen Region;
4. dem für die Provinz zuständigen Direktor der Generaldirektion der Raumordnung und des Städtebaus des Ministeriums der Wallonischen Region.

Diese Beamten lassen dem technischen Beamten binnen fünfzig Tagen nach der Übermittlung des Antrags ihr mit Gründen versehenes Gutachten zukommen. Nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgesetzt.

Wenn der Genehmigungsantrag giftige Abfälle betrifft, übermittelt der technische Beamte der in Artikel 71 vorgesehenen Zulassungskommission eine Kopie des Antrags in der gleichen Frist wie die, die in Absatz 1 erwähnt ist.

Spätestens binnen sechzig Tagen vor Ablauf der in Artikel 16 vorgesehenen Frist erstellt der technische Beamte einen technischen Bericht, in dem insbesondere die in Artikel 13 § 4 erwähnten Punkte sowie die im vorliegenden Artikel und in Artikel 14 Absatz 1 erwähnten Gutachten berücksichtigt werden, und übermittelt diesen dem ständigen Ausschuß.

Art. 16. Der ständige Ausschuß entscheidet über den Antrag binnen hundertfünfundachtzig Tagen nach der Mitteilung des in Artikel 12 § 3 erwähnten Beschlusses, mit der der Antrag für zulässig erklärt wird.

Art. 17. Die Entscheidung des ständigen Ausschusses ergeht gleichzeitig per Einschreiben an den Antragsteller, an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet die Anlage errichtet werden soll, und an den technischen Beamten, der die in Artikel 15 erwähnten Dienststellen sowie den für die Region zuständigen Direktor der Abteilung industrielle Umweltschäden des Ministeriums der Wallonischen Region darüber informiert.

Die Entscheidung wird binnen fünf Tagen nach ihrer Mitteilung ausgehängt und bleibt dreißig Tage lang am Gemeindehaus der betreffenden Gemeinde und an mindestens vier Stellen entlang des befahrbaren öffentlichen Weges in der Nähe des geplanten Standortes der Anlage ungekürzt angeschlagen.

Eine unter den gleichen Bedingungen ausgehängte Bekanntmachung kann den Anschlag der Entscheidung ersetzen; diese Bekanntmachung erwähnt die getroffene Entscheidung und teilt mit, daß der ungekürzte Text der Entscheidung und die Auflagen bei der Gemeindeverwaltung eingesehen werden können.

Die Entscheidung bzw. die Bekanntmachung wird ebenfalls auf die gleiche Weise und während des gleichen Zeitraums an den üblichen Anschlagstellen der benachbarten Gemeinden ausgehängt, von denen ein Teil des Gebietes sich im Umkreis von fünfhundert Metern vom Standort der Anlage befindet.

Am letzten Tag des Anschlags übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem ständigen Ausschuß die Bescheinigung über die Veröffentlichung der Entscheidung, in der der Zeitraum angegeben ist, in dem die Entscheidung bzw. die Bekanntmachung angeschlagen waren.

Unterabschnitt 2. — Einsprüche gegen die Entscheidung des ständigen Ausschusses

Art. 18. § 1. Die Person, die die Genehmigung beantragt, der Gouverneur oder jede interessierte Drittperson kann einen Einspruch gegen die vom ständigen Ausschuß getroffene Entscheidung beim Minister einreichen. Dieser Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 2. Der Gouverneur muß einen Einspruch einreichen, wenn der technische Beamte ihn darum bittet.

Art. 19. Um zulässig zu sein, muß der Einspruch per Einschreiben beim Minister eingereicht werden, und zwar binnen zwanzig Tagen :

1. nach dem in Artikel 17 Absätze 2 und 3 vorgesehenen Anschlag, wenn der Einspruch von einer Drittperson erhoben wird;
2. nach Eingang der in Artikel 17 Absatz 1 vorgesehenen Mitteilung, wenn der Einspruch von der Person, die die Genehmigung beantragt, oder vom Gouverneur erhoben wird.

Art. 20. Binnen acht Tagen nach der Einreichung des Einspruchs informiert der Minister gleichzeitig den Antragsteller, den ständigen Ausschuß, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde des Betriebsortes sowie den technischen Beamten darüber, damit er das in Artikel 21 vorgesehene Gutachten abgeben kann.

Binnen fünf Tagen nach diesem Bescheid hängt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gemäß den in Artikel 17 Absätze 2 und 3 vorgesehenen Modalitäten eine Bekanntmachung aus, die die Einreichung des Einspruchs erwähnt.

Art. 21. Der Minister entscheidet über den Einspruch binnen neunzig Tagen nach Ablauf der Einspruchsfrist. Er holt vorher das Gutachten des technischen Beamten ein, der zu diesem Zweck die Personen, die den Einspruch erheben, bzw. ihre Vertreter und den Antragsteller anhört und das Gutachten der in Artikel 15 Absatz 1 Nrn. 1 bis 4 erwähnten Beamten einholen kann, ein Protokoll über ihre Anhörung erstellt und es seinem Gutachten beifügt.

Art. 22. Die Entscheidung des Ministers ergeht zur gleichen Zeit per Einschreiben an die Person, die den Einspruch erhoben hat, an den ständigen Ausschuß und an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und durch ein gewöhnliches Schreiben an den technischen Beamten, der die betreffenden Beamten darüber informiert.

Sie wird gemäß den in Artikel 17 Absätze 2 und 3 vorgesehenen Modalitäten ausgehängt.

Abschnitt 4. — Änderung der Bedingungen der Genehmigung, zeitweilige Aufhebung und Entzug der Genehmigung

Art. 23. Die Behörde, die eine Genehmigung erteilt hat, kann jederzeit die Auflagen ändern, insbesondere um die negativen Auswirkungen einer Anlage auf Boden, Pflanzen- und Tierwelt, Luft oder Wasser einzuschränken oder allgemein um zu verhindern, daß die Anlage die Umwelt oder die menschliche Gesundheit gefährdet.

Auf der Grundlage eines Protokolls, in dem ein Verstoß gegen das Dekret, seine Durchführungserlasse oder gegen die Genehmigungsbedingungen festgestellt wird, kann die Behörde, die eine Genehmigung erteilt hat, diese zeitweilig aufheben oder entziehen, nachdem sie deren Inhaber die Möglichkeit gegeben hat, binnen einer bestimmten Frist seine Verteidigungsmittel vorzubringen und die Situation in Ordnung zu bringen; im Falle einer speziell begründeten Dringlichkeit und sofern die Anhörung des Inhabers die öffentliche Sicherheit auf schädliche Weise verzögern kann, kann die Genehmigung unverzüglich und ohne Anhörung des besagten Inhabers zeitweilig aufgehoben werden.

Art. 24. Jeder aufgrund des vorliegenden Abschnitts gefaßte Beschluß ergeht zur gleichen Zeit per Einschreiben und gegen Empfangsbescheinigung an den Inhaber der Genehmigung, an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, auf deren Gebiet die Anlage gelegen ist, an den technischen Beamten und gegebenenfalls an den ständigen Ausschuß.

Art. 25. Bei einem Entzug oder einer zeitweiligen Aufhebung der Genehmigung trifft der Bürgermeister oder, wenn dieser nichts unternimmt, der technische Beamte die erforderlichen Maßnahmen, damit der Betrieb eingestellt wird.

Art. 26. Der Inhaber der Genehmigung kann gegen jeden aufgrund des vorliegenden Abschnitts gefaßten Beschluß einen Einspruch ohne aufschiebende Wirkung erheben, und zwar beim Minister, wenn der Beschluß vom ständigen Ausschuß gefaßt wird, oder bei der Exekutive, wenn er vom Minister gefaßt wird.

Der Einspruch wird binnen zwanzig Tagen nach Mitteilung des Beschlusses per Einschreiben eingereicht.

Art. 27. Der Minister bzw. die Exekutive entscheiden über den Einspruch binnen sechzig Tagen nach seiner Einreichung. Sie holen vorher das Gutachten des technischen Beamten ein, der zu diesem Zweck die Person anhört, die den Einspruch erhebt.

Art. 28. Die Entscheidung des Ministers bzw. der Exekutive ergeht zur gleichen Zeit per Einschreiben an die Person, die den Einspruch erhoben hat, an den ständigen Ausschuß und an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und durch ein gewöhnliches Schreiben an den technischen Beamten.

Sie wird gemäß den in Artikel 17 Absätze 2 und 3 vorgesehenen Modalitäten ausgehängt.

KAPITEL III. — Zulassung der Sammler und Transportunternehmer für giftige oder gefährliche Abfälle

Abschnitt 1. — Prinzip der Zulassung

Art. 29. Die Sammlung und der Transport von giftigen oder gefährlichen Abfällen, die von Drittpersonen stammen, müssen vorher zugelassen werden. Diese Zulassung wird für eine durch sie bestimmte Dauer von höchstens fünf Jahren erteilt.

Art. 30. Jede Zulassung für die Sammlung oder den Transport von giftigen Abfällen gilt als Zulassung für die Sammlung oder den Transport von gefährlichen Abfällen.

Art. 31. Das Verzeichnis der zugelassenen Sammler und Transportunternehmer für giftige oder gefährliche Abfälle wird jedes Jahr im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2. — Bedingungen der Zulassung

Art. 32. Wer als Sammler oder Transportunternehmer für giftige oder gefährliche Abfälle zugelassen werden will, muß folgende Bedingungen erfüllen :

1. wenn es sich um eine natürliche Person handelt :
 - a) belgischer Staatsbürger oder Bürger jedes anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft sein;
 - b) die bürgerlichen und politischen Rechte genießen;
 - c) nicht verurteilt worden sein wegen eines schwerwiegenden Verstoßes gegen Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, gegen das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Einfuhr, die Ausfuhr und die Durchfuhr der Abfälle, gegen das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle oder gegen sämtliche anderen entsprechenden Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft;
 - d) über die finanziellen Garantien verfügen und über die technischen Mittel und das Personal zu verfügen bzw. sich dazu verpflichten, darüber zu verfügen, damit die Tätigkeiten, für die die Zulassung beantragt wird, gemäß den Bestimmungen des Dekrets und seiner Durchführungserlasse sowie den Bestimmungen über den Transport gefährlicher Stoffe oder feuergefährlicher Flüssigkeiten gewährleistet werden;

e) sich verpflichten, einen Haftpflichtversicherungsvertrag in Zusammenhang mit den Tätigkeiten, für die die Zulassung beantragt wird, abzuschließen und dem Amt vor jeder Anwendung der Zulassungsurkunde eine Kopie davon zu übermitteln, wobei dieser Vertrag für giftige Abfälle folgendes enthalten muß :

1. eine Bestimmung zugunsten eines geschädigten Dritten, wobei diese Bestimmung den Ausschluß der Einrede, der Nichtigkeit und der Rechtsverwirkung nach sich zieht;

2. eine Klausel, in der vorgesehen ist, daß das Ruhen oder die Aufkündigung des Vertrags nur nach Ablauf einer sechsmonatigen Frist wirksam wird, die ab dem Tag gilt, an dem dem Minister der Grund für das Ruhen bzw. die Aufkündigung mitgeteilt worden ist;

3. wenn es sich um eine juristische Person handelt, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat :

a) in Übereinstimmung mit den belgischen Rechtsvorschriften bzw. denjenigen eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Gemeinschaft gegründet worden sein sowie ihren Gesellschaftssitz oder Betriebssitz in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft haben;

b) zu ihren Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten eingehen dürfen, nur Personen rechnen, die den in Nr. 1 Lit. b) und c) vorgesehenen Bedingungen genügen;

c) die in Nr. 1 Lit. d) und e) vorgesehenen Bedingungen erfüllen;

4. wenn es sich um eine öffentlichrechtliche oder privatrechtliche juristische Person handelt, die nicht die Rechtsform einer Handelsgesellschaft besitzt :

a) zu den Mitgliedern ihrer Verwaltungsorgane und den Mitgliedern ihres für die Vorgänge, für die die Zulassung beantragt wird, zuständigen Personals nur Personen rechnen, die den in Nr. 1 Lit. b) und c) vorgesehenen Bedingungen genügen;

b) die in Nr. 1 Lit. d) und e) vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Der Minister bestimmt die technischen Mittel und das Personal, über die jeder Antragsteller verfügen können muß, damit er als Sammler oder Transportunternehmer zugelassen wird. Er bestimmt die Fristen, in denen jeder Antragsteller über diese Mittel bzw. dieses Personal verfügen muß.

Art. 33. Die Zulassung als Sammler wird nur unter der Bedingung erteilt, daß der Unternehmer vorher auf ein in den Büchern der Hinterlegungs- und Konsignationskasse auf den Namen des Amtes eröffnetes Konto einen Betrag einzahlt, dessen Höhe vom Amt berechnet worden ist und der dazu bestimmt ist, die Ausführung der Auflagen des Antragstellers in bezug auf die Umwelt zu gewährleisten.

Diese Formalität kann nach Wunsch des Unternehmers ersetzt werden durch die vorherige Leistung einer Bankgarantie in gleicher Höhe zugunsten des Amtes in einer vom Amt bestimmten und von der Bankkommission anerkannten Bankanstalt.

Art. 34. § 1. Der Betrag der in Artikel 33 erwähnten Bankgarantie bzw. Bürgschaft wird mindestens alle fünf Jahre neu festgesetzt. Zu diesem Zweck teilt der Betreiber dem Amt spätestens drei Monate vor Ablauf jeder fünfjährigen Frist folgende Angaben per Einschreiben mit :

1. die Entwicklung der jeweiligen Nennleistung der Anlagen;

2. die technische Beschreibung und ein Verzeichnis der Leistung der eingesetzten Mittel.

§ 2. Das Amt verfügt über drei Monate nach Eingang der in § 1 erwähnten Angaben, um den für die kommenden fünf Jahre geltenden Betrag der Bankgarantie bzw. Bürgschaft für den Betreffenden festzusetzen.

Art. 35. Alle fünf Jahre nach Zustellung der Zulassung läßt der Transportunternehmer dem Amt ein fortgeschriebenes Verzeichnis seiner Transportmittel per Einschreiben zukommen.

Abschnitt 3. — Verfahren für die Einreichung und die Prüfung des Antrags

Art. 36. § 1. Der Zulassungsantrag wird per Einschreiben beim Amt eingereicht.

§ 2. Er enthält folgende Angaben und Dokumente :

1. wenn es sich um eine natürliche Person handelt :

a) die Identität und den Wohnsitz des Antragstellers;

b) ein Leumundszeugnis oder notfalls jedes Dokument, das dieses ersetzt;

c) ein Schreiben, in dem die Art und die Menge der Abfälle beschrieben werden, die jedes Jahr eingesammelt oder befördert werden können;

d) den Betrieb bzw. die Betriebe, für die die Abfälle bestimmt sind;

e) ein Schreiben über die Maßnahmen, die getroffen werden, damit die menschliche Gesundheit nicht gefährdet und die Umwelt nicht geschädigt wird;

f) ein Schreiben bezüglich der technischen Mittel und des Personals, über die der Antragsteller verfügt bzw. verfügen wird und bezüglich der finanziellen Garantien, über die der Antragsteller verfügt, um giftige oder gefährliche Abfälle gemäß den Bestimmungen des Dekrets und dessen Durchführungserlasse sowie den Bestimmungen in Sachen Transport zu sammeln oder zu befördern, sowie alle diesbezüglichen Belege;

g) die ausdrückliche Verpflichtung, den in Artikel 32 Nr. 1 Lit. e) erwähnten Versicherungsvertrag abzuschließen und dem Amt vor jeder Anwendung der Zulassungsurkunde eine Kopie davon zu übermitteln;

2. wenn es sich um eine juristische Person handelt, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat :

a) eine Kopie der Urkunde über die Gründung der Gesellschaft, der Satzungen und ihrer eventuellen Abänderungen;

b) die Angabe des Ortes, an dem der Gesellschaftssitz und der Betriebssitz sich befinden;

c) alle Dokumente, in denen nachgewiesen wird, daß die in Artikel 32 Nr. 2 Lit. a) und b) festgelegten Bedingungen erfüllt sind;

d) die namentliche Liste der Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer und Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten eingehen dürfen;

e) ein Leumundszeugnis der Person bzw. Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten in der Wallonischen Region eingehen dürfen, oder notfalls jedes Dokument, das dieses Zeugnis ersetzt;

f) die in Nr. 1 Lit. g) bis j) erwähnten Angaben und Dokumente;

3. wenn es sich um eine öffentliche, rechtliche oder privatrechtliche juristische Person handelt, die nicht die Rechtsform einer Handelsgesellschaft besitzt :

a) ihre Rechtsform und ihre Benennung ;

b) die namentliche Liste der Mitglieder ihrer Verwaltungsorgane und der Mitglieder ihres Personals, die für die Sammlung und den Transport verantwortlich sind;

c) ein Leumundszeugnis jeder der Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten in der Wallonischen Region eingehen dürfen, oder notfalls jedes Dokument, das dieses Zeugnis ersetzt;

d) die in Nr. 1 Lit. c) bis g) erwähnten Angaben und Dokumente.

§ 3. Binnen zehn Tagen nach Eingang des Antrags läßt das Amt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung zukommen.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang des Antrags überprüft das Amt, ob dieser alle in § 2 vorgesehenen Angaben und Dokumente enthält.

Wenn die Akte nicht vollständig ist, informiert das Amt den Antragsteller in der in Absatz 2 vorgesehenen Frist darüber und teilt ihm mit, welche zusätzlichen Schriftstücke bzw. Angaben er beizubringen hat.

Wenn die Akte vollständig ist, erklärt das Amt den Antrag für zulässig und teilt dem Antragsteller in der in Absatz 2 vorgesehenen Frist seinen Beschluß per Einschreiben mit; mit dieser Mitteilung beginnt die Laufzeit der in § 5 vorgesehenen Frist.

§ 4. Das Amt kann alle zusätzlichen Dokumente verlangen, anhand derer festgestellt werden kann, daß der Antragsteller über finanzielle Garantien verfügt und daß er über genügend technische Mittel und Personal verfügt oder sich dazu verpflichtet.

§ 5. Der Minister entscheidet über den Zulassungsantrag und schreibt die erforderlichen Sonderbedingungen vor, nachdem er das Gutachten des Amtes eingeholt hat. Die Entscheidung wird binnen sechs Monaten nach der Mitteilung der Zulässigkeit des Antrags getroffen. Wenn der Zulassungsantrag die Sammlung von giftigen Abfällen betrifft, ist das Gutachten der in Artikel 71 erwähnten Zulassungskommission erforderlich.

Art. 37. Die Entscheidung wird dem Antragsteller per Einschreiben mitgeteilt. Jede Zulassungsentscheidung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Dieser Auszug erwähnt die Identität des Sammlers bzw. des Transportunternehmers und die Art der Abfälle, die gesammelt bzw. transportiert werden dürfen.

Abschnitt 4. — Änderung der Bedingungen der Zulassung, zeitweilige Aufhebung und Entzug der Zulassung

Art. 38. Der Minister kann die Zulassung als Sammler zeitweilig aufheben, wenn die in Artikel 34 § 1 erwähnten Auskünfte dem Amt nicht in der vorgeschriebenen Frist übermittelt worden sind oder wenn sich herausstellt, daß die neue Bankgarantie bzw. die neue Bürgschaft nicht innerhalb des Monats geleistet worden ist, in dem dem Betreffenden der neue Betrag der Bankgarantie bzw. der Bürgschaft mitgeteilt worden ist.

Der Minister kann die Zulassung als Transportunternehmer zeitweilig aufheben, wenn die in Artikel 35 erwähnten Auskünfte dem Amt nicht in der vorgeschriebenen Frist übermittelt worden sind.

Art. 39. Der Minister kann jederzeit neue Auflagen vorschreiben, die Zulassung zeitweilig aufheben oder entziehen, wenn die Gesundheit des Menschen und die Umwelt durch die Sammlung oder den Transport gefährdet sind.

Art. 40. Die Zulassung kann auf der Grundlage eines Protokolls, in dem ein Verstoß gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, gegen das Dekret, gegen seine Durchführungserlasse oder gegen Zulassungsbedingungen festgestellt wird, zeitweilig aufgehoben oder entzogen werden, nachdem ihrem Inhaber die Möglichkeit gegeben worden ist, binnen einer bestimmten Frist seine Verteidigungsmittel vorzubringen und die Situation in Ordnung zu bringen; im Falle einer speziell begründeten Dringlichkeit und sofern die Anhörung des Inhabers die öffentliche Sicherheit auf schädliche Weise verzögern kann, kann die Zulassung unverzüglich und ohne Anhörung des Inhabers zeitweilig aufgehoben werden.

Art. 41. Jede aufgrund der Artikel 38, 39 und 40 getroffene Entscheidung wird dem Betreffenden mitgeteilt. Der Zulassungsentzug wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL IV. — Zulassung der Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen

Abschnitt 1. — Prinzip der Zulassung

Art. 42. § 1. Die Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen, die von Dritten stammen, bedürfen einer Zulassung. Diese Zulassung wird für eine in ihr angegebene Dauer erteilt, die die Dauer der Betriebsgenehmigung nicht überschreiten darf.

§ 2. Die Zulassung als Betreiber einer Beseitigungs- oder Verwertungsanlage gilt als Zulassung als Betreiber einer Vorbehandlungsanlage und als Betreiber einer Zusammenstellungsanlage. Die Zulassung als Betreiber einer Vorbehandlungsanlage gilt als Zulassung als Betreiber einer Zusammenstellungsanlage.

Art. 43. Jede Zulassung für giftige Abfälle gilt als Zulassung für gefährliche Abfälle.

Art. 44. Die Liste der zugelassenen Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen wird jedes Jahr im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 2. — Zulassungsbedingungen

Art. 45. Um als Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen zugelassen zu werden, müssen die Betreffenden die in Artikel 32 vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Art. 46. Die Bestimmungen der Artikel 33 und 34 gelten für die Zulassung der Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen.

Abschnitt 3. — Verfahren für die Einreichung und die Prüfung des Antrags

Art. 47. § 1. Der Zulassungsantrag wird per Einschreiben beim Amt eingereicht.

§ 2. Er enthält folgende Angaben und Dokumente :

1. wenn es sich um eine natürliche Person handelt :

a) die Identität und den Wohnsitz des Antragstellers;

b) ein Leumundszeugnis oder notfalls jedes Dokument, das dieses ersetzt;

c) ein Schreiben bezüglich der technischen Mittel und des Personals, über die der Antragsteller verfügt bzw. verfügen wird, und bezüglich der finanziellen Garantien, über die der Antragsteller verfügt, um eine Anlage gemäß den Bestimmungen des Dekrets und dessen Durchführungserlasse zu betreiben, sowie alle diesbezüglichen Belege;

d) die ausdrückliche Verpflichtung, den in Artikel 32 Nr. 1 Lit. e) erwähnten Versicherungsvertrag abzuschließen und dem Amt vor jeder Inbetriebnahme der Anlagen eine Kopie davon zu übermitteln;

e) die technischen Informationen über die geplanten Arbeitsvorgänge und eine Schätzung der Merkmale und Mengen der betreffenden Abfälle;

2. wenn es sich um eine juristische Person handelt, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat :

a) eine Kopie der Urkunde über die Gründung der Gesellschaft, der Satzungen und ihrer eventuellen Abänderungen;

b) die Angabe des Ortes, an dem der Gesellschaftssitz und die Betriebssitze sich befinden;

c) alle Dokumente, in denen nachgewiesen wird, daß die in Artikel 32 Nr. 2 Lit. a) und b) festgelegten Bedingungen erfüllt sind;

d) die namentliche Liste der Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer und Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten eingehen dürfen;

e) ein Leumundszeugnis jeder der Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten in der Wallonischen Region eingehen dürfen, oder notfalls jedes Dokument, das dieses Zeugnis ersetzt;

f) die in Nr. 1 Lit. c) bis e) erwähnten Angaben;

3. wenn es sich um eine öffentlichrechtliche oder privatrechtliche juristische Person handelt, die nicht die Rechtsform einer Handelsgesellschaft besitzt :

a) ihre Rechtsform und ihre Benennung;

b) die namentliche Liste der Mitglieder ihrer Verwaltungsorgane und der Mitglieder ihres Personals, die für die Betreibung verantwortlich sind;

c) ein Leumundszeugnis jeder der Personen, die für die Gesellschaft Verbindlichkeiten in der Wallonischen Region eingehen dürfen, oder notfalls jedes Dokument, das dieses Zeugnis ersetzt;

d) die in Nr. 1 Lit. c) bis e) erwähnten Angaben.

§ 3. Binnen zehn Tagen nach Eingang des Antrags läßt das Amt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung zukommen.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang des Antrags überprüft das Amt, ob dieser alle in § 2 vorgesehenen Angaben und Dokumente enthält.

Wenn die Akte nicht vollständig ist, informiert das Amt den Antragsteller in der in Absatz 2 vorgesehenen Frist darüber und teilt ihm mit, welche zusätzlichen Schriftstücke bzw. Angaben er beizubringen hat.

Wenn die Akte vollständig ist, erklärt das Amt den Antrag für zulässig und teilt dem Antragsteller in der in Absatz 2 vorgesehenen Frist seinen Beschluß per Einschreiben mit; mit dieser Mitteilung beginnt die Laufzeit der in § 5 festgesetzten Frist.

§ 4. Das Amt kann alle zusätzlichen Dokumente verlangen, anhand derer festgestellt werden kann, daß der Antragsteller über finanzielle Garantien verfügt und daß er über genügend technische Mittel und Personal verfügt oder sich dazu verpflichtet.

§ 5. Der Minister entscheidet über den Zulassungsantrag und schreibt die erforderlichen Sonderbedingungen vor, nachdem er das Gutachten des Amtes eingeholt hat. Die Entscheidung wird binnen sechs Monaten nach der Mitteilung der Zulässigkeit des Antrags getroffen. Wenn der Zulassungsantrag giftige Abfälle betrifft, ist das Gutachten der in Artikel 71 erwähnten Zulassungskommission erforderlich.

Art. 48. Die Entscheidung wird dem Antragsteller per Einschreiben mitgeteilt. Jede Zulassungsentscheidung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Dieser Auszug erwähnt die Identität des Betreibers und das bzw. die zugelassenen Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsverfahren sowie die Art der Abfälle, die angenommen werden dürfen.

Abschnitt 4. — Änderung der Bedingungen der Zulassung, zeitweilige Aufhebung und Entzug der Zulassung

Art. 49. Der Minister kann jederzeit neue Auflagen vorschreiben, die Zulassung zeitweilig aufheben oder entziehen, wenn die Gesundheit des Menschen und die Umwelt durch die Tätigkeiten der Anlage gefährdet sind.

Art. 50. Die Bestimmungen der Artikel 38 Absatz 1, 40 und 41 finden Anwendung in bezug auf die zeitweilige Aufhebung oder den Entzug der Zulassung der Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen.

Abschnitt 5. — Für das Zusammenstellen, das Vorbehandeln, das Beseitigen oder das Verwerten verantwortliche Person

Art. 51. Alle Arbeiten zur Zusammenstellung, Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen, die von einem zugelassenen Betreiber vorgenommen werden, unterliegen der Aufsicht einer verantwortlichen Person, die ganztätig unter Arbeitsvertrag beschäftigt wird, vom Betreiber bestimmt und vom Minister zugelassen wird.

Art. 52. Die verantwortliche Person ist beauftragt, für die Einhaltung und die Anwendung der gesetzlichen und ordnungsgemäßen Bestimmungen und der Zulassungs- und Genehmigungsbedingungen, die dem zugelassenen Betreiber auferlegt werden, ständig zu sorgen. Sie veranlaßt und überwacht die Ausführung jeder Maßnahme, die notwendig ist, um den Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt zu gewährleisten.

Art. 53. Im Falle einer Neugestaltung der Dienste darf der Betreiber die verantwortliche Person nicht von ihren Aufgaben entbinden, solange sie die in Artikel 51 vorgesehene Zulassung besitzt.

Wenn der Betreiber die zugelassene verantwortliche Person von ihren Aufgaben entbinden will, muß er vorher eine andere verantwortliche Person bestimmen und die Übertragung der Zulassung zugunsten letzterer Person beantragen.

Dies gilt auch bei einem Rücktritt, einer Pensionierung, einer langfristigen Arbeitsunfähigkeit oder einer Entlassung, und zwar insbesondere bei einer Entlassung der verantwortlichen Person aus schwerwiegenden Gründen.

Der Minister befindet über den Antrag auf Übertragung, er nimmt vorher das Gutachten des Amtes ein, das die davor zugelassene verantwortliche Person zu diesem Zweck anhört.

Art. 54. § 1. Die verantwortliche Person kann nur aus schwerwiegenden oder aus wirtschaftlichen oder technischen Gründen, die vorher vom zuständigen Paritätischen Ausschuß angenommen worden sind, entlassen werden. Der Paritätische Ausschuß muß binnen zwei Monaten nach Beantragung durch den Arbeitgeber darüber entscheiden, ob wirtschaftliche oder technische Gründe vorliegen oder nicht.

Wenn der Paritätische Ausschuß sich nicht binnen der vorgesehenen Frist hat entscheiden können, wird der Fall vor das Arbeitsgericht des Ortes gebracht, und dieses wird dringend darüber entscheiden. Während des Verfahrens behält die verantwortliche Person alle Rechte, die in ihrem Arbeitsvertrag vorgesehen sind.

Für die Anwendung dieses Paragraphen gilt als Entlassung :

1. jeder Vertragsbruch durch den Arbeitgeber, sei es mit oder ohne Kündigungsabfindung, ohne oder mit einer während des in § 2 festgelegten Zeitraums gegebenen Kündigung;

2. jeder Vertragsbruch durch den Arbeitnehmer wegen Tatsachen, die für diesen einen Grund darstellen, den Vertrag ohne Kündigung oder vor Ablauf der Frist zu brechen.

§ 2. Die verantwortliche Person fällt unter die Bestimmungen von § 1 bis zum Ablauf eines Zeitraums, der dem Entzug ihrer Zulassung folgt und dessen Dauer festgesetzt ist auf :

— 2 Jahre, wenn sie weniger als 10 Dienstjahre hat,

— 3 Jahre, wenn sie 10, jedoch weniger als 20 Dienstjahre hat,

— 4 Jahre, wenn sie 20 Dienstjahre oder mehr im Betrieb hat.

Die Person fällt nicht unter die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen, wenn sie das Pensionsalter erreicht, es sei denn, es ist in dem Betrieb so üblich, die Kategorie der Arbeitnehmer, der sie angehört, im Dienst zu belassen.

§ 3. Wenn der Arbeitgeber die Bestimmungen der §§ 1 und 2 nicht einhält, muß er der entlassenen Person unbeschadet des Anrechtes auf die aufgrund des Vertrags oder der Bräuche gezahlten höheren Entschädigungen oder auf jeglichen anderen Schadenersatz wegen materiellen oder immateriellen Schadens, eine Entschädigung in Höhe des für den in § 2 festgesetzten Zeitraum geltenden Gehalts zahlen.

Art. 55. Um als verantwortliche Person zugelassen zu werden, müssen die betreffenden die in Artikel 32 Nr. 1 Lit. b) und c) vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Sie müssen außerdem :

1. auf dem Gebiet der giftigen oder gefährlichen Abfälle genügend ausgebildet sein;

2. Inhaber des Diploms eines Zivilingenieurs oder eines Lizientiaten der Wissenschaften, eines Ingenieurs der Chemie und der Agrarindustrie oder eines Industrieingenieurs sein.

Der Minister kann von der in Absatz 1 Nr. 2 vorgesehenen Bedingung abweichen.

Art. 56. § 1. Der Zulassungsantrag wird von der vom Betreiber bestimmten Person per Einschreiben beim Amt eingereicht.

§ 2. Er enthält folgende Angaben und Dokumente :

1. die Identität und den Wohnsitz der betreffenden Person;

2. eine Bescheinigung des zugelassenen Betreibers, in der die betreffende Person als verantwortliche Person benannt wird;

3. die Dokumente, anhand derer festgestellt werden kann, daß die in Artikel 55 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind;

4. einen Lebenslauf;

5. ein Leumundszeugnis.

Der Minister kann verlangen, daß andere zweckdienliche Dokumente vorgelegt werden.

Art. 57. Der Minister bestimmt die Laufzeit der Zulassung.

Art. 58. Der Minister kann die Zulassung zurückziehen, wenn die verantwortliche Person nicht mehr imstande ist, ihre Aufgaben korrekt auszuführen, und zwar nur in diesem Fall. Er nimmt vorher das Gutachten des Amtes ein, das die betreffende Person und den Betreiber zu diesem Zweck anhört.

KAPITEL V. — *Auskünfte über den Besitz und die Abgabe von giftigen oder gefährlichen Abfällen*

Abschnitt 1. — Register der giftigen oder gefährlichen Abfälle

Art. 59. Jeder Erzeuger oder Sammler von giftigen oder gefährlichen Abfällen oder jeder Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, Beseitigung oder Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen führt ein Register, dessen Muster vom Amt bestimmt wird, und hält es dem Amt mindestens fünf Jahre lang zur Verfügung.

Art. 60. Das Register enthält insbesondere folgende Angaben :

1. in bezug auf den Erzeuger :

a) die Menge, die Art und die physikalischen und chemischen Merkmale der erzeugten Abfälle sowie den von der Wallonischen Region eventuell zugeteilten Identifizierungscode;

b) das Verfahren, aus dem die Abfälle entstehen, und ihren Lagerungsort;

c) das Datum der Abgabe der Abfälle;

d) die Identität des zugelassenen Transportunternehmers;

e) die Methoden und den Ort der Beseitigung bzw. Verwertung der Abfälle oder die Identität des zugelassenen Sammlers, dem sie übergeben worden sind;

2. in bezug auf den Sammler :

a) die Identität des Erzeugers der Abfälle;

b) die Art und die Menge der Abfälle sowie den von der Wallonischen Region eventuell zugeteilten Identifizierungscode;

c) das Datum der Übernahme bei dem Erzeuger;

d) die genaue Identifizierung des zugelassenen Transportunternehmers und des benutzten Transportmittels;

e) die Bestimmung der Abfälle, das Datum der Abgabe und die Kopie des Begleitscheins für die Übernahme der Abfälle durch die Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage;

3. in bezug auf den Betreiber einer Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage :

a) die Identität des Erzeugers und des Sammlers der Abfälle;

b) die Art und die Menge der Abfälle sowie den von der Wallonischen Region eventuell zugeteilten Identifizierungscode;

c) das Datum des Eingangs in der Anlage;

d) die Identität des zugelassenen Transportunternehmers;

e) das Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsverfahren, dem die Abfälle unterworfen werden.

Abschnitt 2. — Meldung des Besitzes von giftigen oder gefährlichen Abfällen

Art. 61. Wer giftige oder gefährliche Abfälle besitzt, weil er sie erzeugt hat oder weil sie ihm übergeben worden sind, muß dem Amt die in dem in Artikel 60 erwähnten Register stehenden Angaben melden und mitteilen, und zwar anhand des Formulars, dessen Muster vom Minister bestimmt wird.

Wenn die Art oder die Zusammensetzung der Abfälle, welche bereits gemeldet worden sind, sich irgendwie verändert hat, muß dies auch dem Amt gemeldet werden.

Art. 62. Die vom Erzeuger gemachte Meldung über den Besitz der Abfälle erfolgt binnen den zehn ersten Tagen des zweiten Monats eines jeden Halbjahres; sie enthält die Angaben über das abgelaufene Halbjahr und eine Schätzung für die zwei nächsten Halbjahre.

Art. 63. Die von einer anderen Person als dem Erzeuger gemachte Meldung über den Besitz der Abfälle erfolgt alle Quartale binnen zehn Tagen nach Ablauf des Bezugsquartals.

Art. 64. Mit der Genehmigung des leitenden Beamten des Amtes kann jeder Besitzer von Abfällen einen anderen Datenträger als das in Artikel 61 vorgesehene Formular benutzen, soweit er die gleichen Angaben enthält.

Abschnitt 3. — Formular für den Transport der Abfälle

Art. 65. Wer giftige oder gefährliche Abfälle besitzt, muß jedesmal, wenn er sie transportiert, darüber Meldung machen. Das Formular sowie die Modalitäten für die Meldung werden auf Vorschlag des Amtes vom Minister festgelegt.

Art. 66. Das Formular begleitet die Abfälle bis zur Anlage, für die sie bestimmt sind und die eine Anlage für die Beseitigung bzw. die Verwertung der Abfälle ist.

Der Besitzer, der Betreiber der Anlage, in der die Abfälle angenommen werden, und die verschiedenen Beteiligten an den Zwischenstadien unterzeichnen das Formular nacheinander zum Zeitpunkt, wo sie die Abfälle übernehmen. Jeder behält ein vom nächsten Beteiligten unterzeichnetes Exemplar dieses Formulars; sie halten dem Amt dieses Dokument mindestens fünf Jahre lang zur Verfügung.

Art. 67. Der leitende Beamte des Amtes kann verlangen, daß dem Transportformular ein Analysebericht beigelegt wird, dessen Einzelheiten er festlegt und in dem die Art und die Zusammensetzung der Abfälle bestimmt werden.

Art. 68. Das Transportformular ist nicht erforderlich, wenn der Erzeuger der Abfälle diese selbst am Anfallort beseitigt bzw. verwertet.

Art. 69. Zur Anwendung vorliegenden Abschnitts kann der Minister jede Maßnahme ergreifen, um die Verwendung der Informatik zu ermöglichen.

Art. 70. Das in diesem Abschnitt vorgesehene Formular ersetzt den in den Artikeln 53, 84 und 112 des Erlasses der Exekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien genehmigten transportschein.

KAPITEL VI. — Zulassungskommission für Abfälle

Art. 71. § 1. Es wird eine Zulassungskommission für Abfälle errichtet. Sie ist insbesondere beauftragt, die Gutachten über die in den Artikeln 15 Absatz 3, 38 § 5 und 47 § 5 erwähnten Zulassungs- bzw. Genehmigungsanträge abzugeben.

Der Minister kann der Kommission ebenfalls jede Frage in bezug auf die Erteilung von Zulassungen oder Genehmigungen, die in anderen Regelungen über Abfälle erwähnt sind, zwecks Gutachten vorlegen.

§ 2. Diese Kommission setzt sich zusammen aus :

1. dem Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt oder seinem Beauftragten, der den Vorsitz übernimmt;
2. dem Generaldirektor der Technologien und der Forschung oder seinem Beauftragten;
3. dem Generalinspektor der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds oder seinem Beauftragten;
4. dem leitenden Beamten des Amtes oder seinem Beauftragten;
5. dem Generalinspektor der Abteilung Wasser oder seinem Beauftragten;
6. dem Generalinspektor der Abteilung Industrielle Umweltschäden oder seinem Beauftragten;
7. drei bedeutenden Persönlichkeiten, die gewählt werden aufgrund ihrer besonderen wissenschaftlichen Kompetenz insbesondere in folgenden Bereichen : Verfahrenstechnik, Toxikologie, Agrarwissenschaften;
8. einem Vertreter der Laboratorien, die aufgrund der Regelung über giftige Abfälle zugelassen worden sind,
9. einem Sekretär, der innerhalb der Zentrale der Abteilung Abfälle gewählt wird.

Die in den obigen Nrn. 8 bis 9 erwähnten Personen werden für eine Dauer von sechs Jahren vom Minister ernannt. Ihr Mandat kann beim Ablauf der vorgesehenen Frist verlängert werden.

Alle Mitglieder der Kommission, mit Ausnahme des Sekretärs, haben beschließende Stimme.

Die Kommission ist nur beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend sind. Das Gutachten wird bei einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder abgegeben. Bei Stimmengleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

§ 3. Die Kommission kann die Person, die die Zulassung beantragt, sowie jede andere Person, die sie für nützlich hält, vorladen und anhören.

Sie gibt ihr Gutachten binnen zwei Monaten nach dem Tag ab, an dem der Antrag ihr vorgelegt worden ist. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Wenn sie ein günstiges Gutachten abgibt, kann sie die Betriebsbedingungen und die finanziellen Garantien vorschlagen.

Wenn sie ein ungünstiges Gutachten abgibt, muß sie ihr Gutachten mit Gründen versehen, sonst ist es ungültig.

KAPITEL VII. — Strafrechtliche Bestimmungen

Art. 72. Verstöße gegen den vorliegenden Erlaß werden gemäß dem Dekret ermittelt, festgestellt und geahndet; diejenigen in bezug auf giftige Abfälle werden jedoch gemäß dem Gesetz vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle ermittelt, festgestellt und geahndet.

Art. 73. Wer die Genehmigungs- bzw. Zulassungsbedingungen, die im vorliegenden Erlaß vorgesehen sind, nicht einhält, wird mit den in Artikel 51 § 1 Nr. 4 des Dekrets erwähnten Strafen belegt.

KAPITEL VIII. — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 74. Im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen, abgeändert durch den Erlaß vom 28. September 1990, werden folgende Artikel aufgehoben :

1. die Artikel 2 § 1, 3, 4 bis 11 und 16 bis 25;
2. die anderen Artikel in dem Maße, wie sie giftige oder gefährliche Abfälle betreffen.

Art. 75. Die Genehmigungen zur Betreibung einer Anlage für die Beseitigung von Abfällen, die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, erteilt worden sind, bleiben weiterhin gültig bis zum Ende der Laufzeit, für die sie erteilt worden sind, und gelten bis zu diesem Zeitpunkt als Genehmigung im Sinne des vorliegenden Erlasses für die Vorgänge, die sie betreffen.

Art. 76. Jede Zulassung als Entsorger von giftigen oder gefährlichen Abfällen, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erteilt worden ist, gilt als Zulassung als Betreiber einer Anlage für die Beseitigung bzw. die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen im Sinne des vorliegenden Erlasses.

In Abweichung vom vorangehenden Absatz kann das Amt dem Minister Änderungen an den verschiedenen bestehenden Zulassungen vorschlagen, wenn die vorher auferlegten Bedingungen nicht mit dem vorliegenden Erlaß übereinstimmen.

Der Minister muß seinen hinreichend mit Gründen versehenen Beschluß binnen sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses mitteilen.

Art. 77. Jede Zulassung als Sammler von giftigen oder gefährlichen Abfällen, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erteilt worden ist, gilt als Zulassung als Sammler von giftigen oder gefährlichen Abfällen im Sinne des vorliegenden Erlasses.

In Abweichung vom vorangehenden Absatz kann das Amt dem Minister Änderungen an den verschiedenen bestehenden Zulassungen vorschlagen, wenn die vorher auferlegten Bedingungen nicht mit dem vorliegenden Erlaß übereinstimmen.

Der Minister muß seinen hinreichend mit Gründen versehenen Beschluß binnen sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses mitteilen.

Art. 78. Jeder Betreiber einer Anlage für die Beseitigung oder die Verwertung von giftigen oder gefährlichen Abfällen muß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses binnen sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nachkommen.

Art. 79. Jedes Transportunternehmen für giftige oder gefährliche Abfälle muß den Bestimmungen von Kapitel III binnen einem Jahr nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nachkommen.

Art. 80. Die erste Meldung des Besitzes von giftigen oder gefährlichen Abfällen im Sinne von Abschnitt 2 des Kapitels V erfolgt binnen sechs Monaten nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses. Sie enthält die für das laufende Halbjahr verfügbaren Angaben und eine Schätzung für die zwei nächsten Halbjahre.

Art. 81. Die Prüfung der Akten, die gerade untersucht werden, wird gemäß dem durch vorliegenden Erlaß eingeführten Verfahren fortgesetzt.

Art. 82. Im Königlichen Erlaß vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. Juni 1987 und durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. November 1986, vom 11. Dezember 1986, vom 9. Juli 1987, vom 12. November 1987 und vom 28. September 1990, werden folgende Abänderungen angebracht :

1. Artikel 1 Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Was den Schutz der Umgebung und der Umwelt sowie die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle anbelangt, so findet vorliegender Erlaß jedoch in der Wallonischen Region keine Anwendung auf das Angebot und den Verkauf, den Kauf und die entgeltliche oder unentgeltliche Abtretung, die Neutralisierung, die Beseitigung und die Verwertung der giftigen Abfälle. »

2. Artikel 27 bis wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 27 bis. Was den Schutz der Umgebung und der Umwelt sowie die Abfuhr, die Beseitigung oder die Verwertung anbelangt :

a) versteht man in der Wallonischen Region unter « Genehmigung zum Erwerb » im Sinne von Artikel 24 Nr. 2 und von Artikel 25 dieses Erlasses « Zulassung als Sammler »;

b) wird die im vorliegenden Kapitel erwähnte Gebühr in der Wallonischen Region auf das Konto des Regionalen Amtes für Abfälle eingezahlt bzw. überwiesen. »

3. Artikel 33 wird durch folgende Bestimmung ergänzt :

« Was den Schutz der Umgebung und der Umwelt sowie die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle anbelangt, versteht man in der Wallonischen Region unter « Zulassungskommission » die durch Artikel 71 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle errichtete Zulassungskommission für Abfälle. »

4. Artikel 37 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 37. Die Artikel 3, 5 bis 23, 35 und 36 des vorliegenden Erlasses gelten nicht mehr in der Wallonischen Region für das, was den Schutz der Umgebung und der Umwelt sowie die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle anbelangt. »

Art. 83. In Artikel 34 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien, abgeändert durch den Erlaß vom 19. April 1990, wird der erste Satz durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Die Gefahrenkriterien sind die, die in Anlage III zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle bestimmt sind. »

Art. 84. Unter Beachtung des Dekrets, des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle und der geltenden Bestimmungen des internationalen Rechts kann der Minister :

1. Kategorien von Abfällen bestimmen, auf die die Bestimmungen dieses Erlasses wegen der geringen Gefahr, die diese Abfälle für die menschliche Gesundheit und die Umwelt darstellen, nicht zur Anwendung kommen;

2. für gelegentliche und ungefährliche Arbeitsvorgänge oder Tätigkeiten entweder durch eine Regelung oder durch einzelne Beschlüsse von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses abweichen.

Art. 85. Für die Ansiedlung und die Betreibung der in Artikel 5 erwähnten Anlagen finden die Bestimmungen der Kapitel I und II von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und die Bestimmungen von Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über giftige Abfälle festlegt, keine Anwendung mehr, was den Schutz der Umgebung und der Umwelt betrifft.

Art. 86. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 87. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage I

Beseitigung

- D1 Deponie auf oder im Boden
 - D2 Aufbereitung an Land
 - D3 Tiefversenkung
 - D4 Behandlung im Abwasserteich
 - D6 Einbringung von festen Abfällen in Gewässer
 - D8 Biologische Behandlung, die nirgends anders in dieser Anlage aufgeführt ist und die zu Verbindungen oder Gemischen führt, die nach einem der Verfahren beseitigt werden, die dort aufgezählt sind
 - D9 Chemische und physikalische Behandlung, die nirgends anders in dieser Anlage aufgeführt ist und die zu Verbindungen oder Gemischen führt, die nach einem der Verfahren beseitigt werden, die dort aufgezählt sind
 - D10 Verbrennung an Land
 - D12 Permanente Lagerung (z.B. : Aufstellung von Containern in einem Bergwerk usw.).
- Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle beigefügt zu werden.

Namen, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage II

Verfahren, die zu einer Verwertungsmöglichkeit führen

- R1 Rückgewinnung oder Aufbereitung der Lösungsmittel
 - R2 Recycling oder Rückgewinnung der organischen Stoffe, die nicht als Lösungsmittel verwendet werden
 - R3 Recycling oder Rückgewinnung der Metalle oder der Metallverbindungen
 - R4 Recycling oder Rückgewinnung anderer anorganischer Stoffe
 - R5 Aufbereitung der Säuren oder Basen
 - R6 Rückgewinnung der schadstoffaufnehmenden Produkte
 - R7 Rückgewinnung der katalytischen Produkte
 - R8 Aufbereitung oder andere Wiederverwertung des Öls
 - R9 Hauptverwertung als Brennstoff oder anderes energieerzeugendes Mittel
 - R10 Verteilung auf dem Boden zugunsten der Landwirtschaft oder der Ökologie, einschließlich der Kompostierung und anderer biologischer Behandlungen, mit Ausnahme des Falles, wo Tierkörper, Fäkalien und sonstige natürliche ungefährliche Stoffe innerhalb der Landwirtschaft verwendet werden
 - R11 Verwendung von Abfällen aus einer der mit den Nrn. R1 bis R10 versehenen Verfahren
 - R12 Austausch von Abfällen, um diese irgendeinem der mit den Nrn. R1 bis R11 versehenen Verfahren zu unterziehen.
- Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage III

Gefahrenrelevante Eigenschaften der Abfälle

- « explosiv » : Stoffe und Zubereitungen, die unter Einwirkung einer Flamme explodieren können oder empfindlicher auf Stöße oder Reibung reagieren als Dinitrobenzol;
 - « brandfördernd » : Stoffe und Zubereitungen, die bei der Berührung mit anderen, insbesondere brennbaren Stoffen eine stark exotherme Reaktion auslösen;
 - « äußerst entzündbar » : flüssige Stoffe und Zubereitungen mit einem Flammpunkt von weniger als 0 °C und einem Siedepunkt von höchstens 35 °C;
 - « leicht entzündbar » : Stoffe und Zubereitungen, die sich an Luft bei normaler Temperatur und ohne Energiezufuhr erwärmen und schließlich entzünden;
 - feste Stoffe und Zubereitungen, die sich unter Einwirkung einer Zündquelle leicht entzünden und nach Entfernung der Zündquelle weiterbrennen;
 - Stoffe und Zubereitungen in flüssiger Form mit einem Flammpunkt unter 21 °C;
 - unter Normaldruck an der Luft entzündbare gasförmige Stoffe und Zubereitungen;
 - Stoffe und Zubereitungen, die bei Berührung mit Wasser oder feuchter Luft gefährliche Mengen leicht brennbarer Gase abscheiden;
 - « entzündbar » : flüssige Stoffe und Zubereitungen mit einem Flammpunkt von mindestens 21 °C und höchstens 55 °C;
 - « reizend » : nicht ätzende Stoffe und Zubereitungen, die bei unmittelbarer, länger dauernder oder wiederholter Berührung mit der Haut oder den Schleimhäuten eine Entzündungsreaktion hervorrufen können;
 - « gesundheitsschädlich » : Stoffe und Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung Gefahren von beschränkter Tragweite hervorrufen können;
 - « krebserzeugend » : Stoffe oder Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung Krebs erzeugen oder dessen Häufigkeit erhöhen können;
 - « ätzend » : Stoffe oder Zubereitungen, die bei Berührung mit lebenden Geweben zerstörend auf diese einwirken können;
 - « infektiös » : Stoffe, die lebensfähige Mikroorganismen oder ihre Toxine enthalten und die im Menschen oder in sonstigen Lebewesen erwiesenermaßen oder vermutlich eine Krankheit hervorrufen;
 - « teratogen » : Stoffe oder Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung nichterbliche angeborene Mißbildungen hervorrufen oder deren Häufigkeit erhöhen können;
 - « mutagen » : Stoffe oder Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung Erbschäden hervorrufen oder ihre Häufigkeit erhöhen können;
- Stoffe oder Zubereitungen, die bei der Berührung mit Wasser, Luft oder einer Säure ein giftiges oder sehr giftiges Gas abscheiden, Stoffe oder Zubereitungen, die nach Beseitigung auf irgendeine Art die Entstehung eines anderen Stoffes bewirken können, z.B. ein Auslaugungsprodukt, das eine der obengenannten Eigenschaften aufweist;
- « ökotoxisch » : Stoffe oder Zubereitungen, die unmittelbare oder mittelbare Gefahren für einen oder mehrere Umweltbetriebe darstellen können.
- Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle beigefügt zu werden.

Namur, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,
den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anlage IV

Öffentliche Untersuchung

Mitteilung an die Bevölkerung :

Die Gemeindeverwaltung teilt der Bevölkerung mit, daß (die öffentlich-rechtliche Person) an folgender Stelle einen Antrag auf eingereicht hat, dem er/sie die im Dekret vom 11. September 1985 vorgesehene Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt beigefügt hat.

Jede Person kann :

1. die Akte des Antrags sowie die Bewertungsnotiz an folgender Adresse zu folgenden Uhrzeiten einsehen

2. an der von der Gemeindeverwaltung organisierten Informationsversammlung
an folgender Adresse
- an folgenden Daten und zu folgenden Uhrzeiten teilnehmen
3. ihre schriftlichen Beschwerden und Bemerkungen vor dem an richten.

Der Bürgermeister.

Der Gemeindesekretär.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle beigefügt zu werden.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft,
den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschütze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—
VERTALING
—

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N. 92 — 1974

[C — 27257]

9 APRIL 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen
—

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot instelling van de Europese Economische Gemeenschappen, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de richtlijn 75/442/EEG van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap van 15 juli 1975 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij de richtlijn 91/156/EEG van 18 maart 1991;

Gelet op de richtlijn 78/319/EEG van de Raad van de Europese Economische Gemeenschappen van 20 maart 1978 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen en de richtlijn 91/909/EEG van 12 december 1991 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 juli 1991 en 25 juli 1991 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van de Raad van State van 5 april 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 1978 houdende algemene regeling op de giftige afvalstoffen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1987 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 27 november 1986, 11 december 1986, 9 juli 1987, 12 november 1987 en 28 september 1989;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946, inzonderheid op Titel I;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989, 21 december 1989, 19 april 1990 en 7 februari 1991;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van 28 september 1990;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw voor het Waalse Gewest,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *In het algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen;

2° afvalstoffen : elke afvalstof zoals bepaald in het decreet;

3° giftige afvalstof : elke giftige afvalstof in de zin van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen;

4° gevaarlijke afvalstoffen :

a) elke afvalstof als dusdanig beschouwd op de lijst bedoeld in artikel 33 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen;

b) alle andere afvalstoffen die een of meer van de in bijlage III vermelde eigenschappen bezitten;

5° inzameling : de ophaal, sortering of samenvoeging van afvalstoffen met het oog op hun vervoer;

6° vervoer : de ladings-, verzendings- en ontladingshandelingen van afvalstoffen;

7° verwijdering : elke in bijlage I van dit besluit bedoelde handeling;

8° hergroepering : de voorlopige immobilisatie van de stoffen op een gemachtigde opslagplaats met de mogelijkheid om afvalstoffen van verschillende herkomsten te vermengen voor zover zij van verenigde aard zijn;

9° voorbehandeling : elke handeling die leidt tot de wijziging van de fysische staat van de afval, waarna nog één van de in bijlagen I of III bedoelde handelingen verricht dient te worden;

10° valorisatie : alle in bijlage II van dit besluit bedoelde handelingen;

11° « Office » : de « Office régional wallon des déchets »;

12° technisch ambtenaar : de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

13° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort.

De Waalse Gewestexecutieve stelt een lijst op van de gevaarlijke afvalstoffen. Die lijst dient regelmatig bijgehouden te worden.

Art. 2. Dit besluit is niet van toepassing op de verwijdering van afvalstoffen in gecontroleerde stortplaatsen, noch op de afvalstoffen die het voorwerp zijn van bijzondere besluiten.

Art. 3. Het is verboden zich van giftige of gevaarlijke afvalstoffen te ontdoen, anders dan :

1° hetzij door verwijdering of valorisatie in daartoe behoorlijk gemachtigde installaties;

2° hetzij door aangifte aan een derde die de vereiste erkenning om tot de inzameling over te gaan geniet of aan een erkende en gemachtigde derde voor de hergroepering, voorbehandeling, verwijdering of valorisatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen;

3° hetzij door aangifte aan een buiten het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen installatie, nadat hij zich ervan vergewist heeft dat die installatie aan de voorwaarden voldoet die de wetgeving hem oplegt om tot de verwijdering of de valorisatie van afvalstoffen over te gaan.

Art. 4. 1° De giftige of gevaarlijke afvalstoffen blijven tijdens hun ophaal en vervoer gescheiden van andere giftige of gevaarlijke afvalstoffen of van andere afvalstoffen. Ingeval afvalstoffen reeds met andere afvalstoffen, stoffen of materies vermengd zijn, dienen zij van elkaar gescheiden te worden indien het technisch en economisch mogelijk is.

2° De vermenging van giftige of gevaarlijke afvalstoffen met andere giftige of gevaarlijke afvalstoffen of met andere afvalstoffen, stoffen of materies is echter toegelaten indien zij moet bijdragen tot een veiligere ophaal of vervoer zonder de doeltreffendheid of de veiligheid van de verwijdering of van de valorisatie in gevaar te brengen.

HOOFDSTUK II. — *Machtiging tot vestiging en exploitatie van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen*

Afdeling 1. — Principe van de vergunning

Art. 5. Zijn onderworpen aan vergunning, de vestiging en de exploitatie van een specifieke hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen, die niet opgenomen is in een industrieel productieproces en die afvalstoffen afkomstig van derden verwerkt, alsmede de uitbreiding of de wijziging van de activiteiten of elke verbouwing van die installaties wanneer zij schade aan het milieu kunnen berokkenen.

§ 2. De vergunning voor een verwijderings- of valorisatieinstallatie geldt als vergunning voor een voorbehandelings- en hergroeperingsinstallatie. De vergunning voor een voorbehandelingsinstallatie geldt als vergunning voor een hergroeperingsinstallatie.

§ 3. De vergunning voor een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen kan slechts verleend worden aan een overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV daartoe erkende exploitant.

Afdeling 2. — Voorwaarden en modaliteiten van de vergunning

Art. 6. De vergunning wordt verleend voor een termijn die zij bepaalt en mag twintig jaar niet overschrijden.

Art. 7. De vergunning bepaalt de termijn waarin de installatie in werking moet gesteld worden.

Art. 8. De vergunning mag slechts afgestaan worden aan een overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V erkende exploitant op voorwaarde dat de vergunningsverlenende overheid en de technische ambtenaar vooraf worden ingelicht.

Art. 9. De vergunning eist het onderschrijven door de exploitant van een verzekeringspolis met :

1° een bepaling ten gunste van elke benadeelde derde, waarbij de excepties, nietigheden of vervallen niet tegengeworpen kunnen worden;

2° een clause waarbij bepaald is dat de schorsing of de verbreking van het contract slechts uitwerking heeft na het verstrijken van een termijn van zes maanden vanaf de datum waarop de oorzaak van de schorsing of de verbreking aan de Minister werd betekend.

Afdeling 3. — Indienings- en onderzoekprocedure van de aanvraag

Onderafdeling 1. — Onderzoek van de aanvraag door de bestendige deputatie

Art. 10. De vergunningsaanvraag wordt ingediend in acht exemplaren, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij bij afgeven met ontvangstbewijs bij de bestendige deputatie van de provincie waarin de geplande installatie gevestigd moet worden.

Art. 11. De vergunningsaanvraag bevat de volgende gegevens en documenten :

1° het duidelijke voorwerp van de aanvraag, met inbegrip van de beschrijving van de betrokken afvalstoffen en de nominale capaciteiten van de geplande installaties;

2° de identiteit, de woonplaats, de maatschappelijke zetel, de exploitatiezetel(s) van de aanvrager en, in voorkomend geval, van zijn vertegenwoordiger of van zijn gemachtigde;

3° het afschrift van de erkenning van de exploitant of in het voorkomend geval, het afschrift van de door hem ingediende erkenningsaanvraag;

4° indien de aanvrager een rechtspersoon is in de vorm van een vennootschap, de identiteit van haar bestuurders en beheerders, alsmede een afschrift van haar statuten, de eventuele wijzigingen ervan en een afschrift van haar drie laatste balansen;

5° de identiteit van de persoon die voor de exploitatie waarvoor de aanvraag wordt ingediend, verantwoordelijk is;

6° bewijsstukken betreffende de aard van de rechten van de aanvrager op de grond, gebouwen en uitrustingen;

7° de beschrijving van de vestigingsplaats en van de installatie waarvoor de vergunning wordt gevraagd, die de volgende gegevens bevat :

a) een technische beschrijving en een overzicht van de ingezette apparaten en procédés, alsmede de aard en het vermogen van de motoren;

- b) de approximatieve hoeveelheden en opslagvoorwaarden van de te verwijderen of te valoriseren afvalstoffen, van de te vervaardigen of op te slagen stoffen;
- c) een diagram van de stofstroom en in het voorkomend geval een diagram van de energetische stromen;
- d) een situatieplan van de installatie op de schaal 1/10.000;
- e) een uittreksel uit de kadastrale legger van de percelen of perceelgedeelten begrepen in een omtrek van 100 m rond de percelen waarop de installatie zich bevindt;
- f) een plan op een schaal van ten minste 5 mm per meter met de inrichting van de lokalen, de eenheden van de installatie en de ligging van de werkplaatsen, magazijnen, opslagplaatsen en voornaamste motoren;
- 9° de maatregelen met het oog op de verzachting van de schade die de inrichting aan de omgeving zou kunnen berokkenen inzake luchtverontreiniging, lozingen in het water, geluid, vibraties en wegverkeer;
- 9° de maatregelen voor de evacuatie van de residus en de behandeling van de afvalstoffen;
- 10° de maatregelen voorzien inzake veiligheid ;
- a) een korte beschrijving van de ongelukken die zich in de installatie kunnen voordoen, met een raming van de waarschijnlijke en voorspelbare gevolgen ten nadele van het personeel en het milieu;
- b) de maatregelen die getroffen moeten worden opdat de verwijdering van de afvalstoffen verzekerd blijft indien de installatie, om welke reden dan ook, buiten gebruik is;
- 11° de voor de inwerkingstelling voorziene termijn;
- 12° de kwalificatie en de opdrachten van het personeel van de installatie;
- 13° de uurregeling van de werking van de installatie;
- 14° de identiteit en de kwalificatie van de personen die de aanvrager aanwijst en die ervoor moeten zorgen dat de bijzondere wetgevingen betreffende de bescherming van het leefmilieu en de voorwaarden van de krachtens dit besluit vereiste vergunning in acht genomen worden;
- 15° het afschrift van de verzekeringspolissen die de burgerlijke aansprakelijkheid betreffende de installatie dekken;
- 16° een inventaris van het dossier.

Art. 12. § 1. Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de bestendige deputatie een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Tegelijkertijd richt de bestendige deputatie zes exemplaren van de aanvraag aan de technische ambtenaar die binnen dertig dagen controleert of het dossier de in artikel 11 bedoelde gegevens en documenten bevat.

§ 2. Indien de aanvraag onvolledig is, brengt de technische ambtenaar bij aangetekend schrijven de aanvrager binnen de in § 1, tweede lid, bepaalde termijn ervan op de hoogte en laat hem weten welke bijkomende documenten of inlichtingen hij moet verstrekken.

§ 3. Wanneer de aanvraag volledig is, verklaart de technische ambtenaar deze ontvankelijk en betekent hij gelijktijdig zijn beslissing bij aangetekend schrijven, binnen de in § 1, tweede lid, bepaalde termijn aan de aanvrager en aan de bestendige deputatie.

§ 4. Binnen acht dagen na deze bekendmaking richt de bestendige deputatie een afschrift van het dossier van de aanvraag aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waarin de installatie gevestigd moet worden.

Art. 13. § 1. Indien geen milieu-effectenonderzoek is voorgeschreven, opent het college van burgemeester en schepenen binnen acht dagen na ontvangst van het dossier van de aanvraag het openbaar onderzoek door aanplakking van een bericht opgesteld overeenkomstig het model aangegeven in bijlage IV.

Het bericht blijft aangeplakt gedurende een termijn van dertig dagen op de gebruikelijke aanplakingsplaatsen, alsmede op ten minste vier plaatsen gelegen langs een openbare rijweg vlakbij de in de aanvraag voorziene vestigingsplaats.

Het bericht wordt eveneens gedurende dezelfde termijn aangeplakt op de gebruikelijke aanplakingsplaatsen in de aangrenzende gemeenten waarvan een gedeelte van het grondgebied zich binnen een omtrek van 500 m rond de in de aanvraag voorziene vestigingsplaats bevindt.

De berichten moeten tijdens de hele aanplakingsduur goed zichtbaar en leesbaar blijven.

§ 2. Bovendien geeft het college van burgemeester en schepenen gedurende de in § 1, tweede lid, bedoelde termijn, tweemaal en in ten minste twee regionale dagbladen, bericht van de indiening van de vergunningsaanvraag op kosten van de aanvrager. Het licht ieder van de eigenaren en de voornaamste bezitters van de gronden en gebouwen gelegen binnen een omtrek van 100 m rond de vestigingsplaats, individueel en schriftelijk in.

§ 3. Het dossier van de vergunningsaanvraag, met uitzondering van de algemene en bijzondere bepalingen van de verzekeringspolis die geen betrekking hebben op de burgerlijke aansprakelijkheid verbonden aan de exploitatie van de installatie, kan tijdens de hele duur van het onderzoek geraadpleegd worden op de plaats van de gemeente vermeld op de aanplakbiljetten en in de persberichten. Het gemeentebestuur bepaalt de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Eén dag per week moet het dossier tot 20 uur geraadpleegd kunnen worden.

§ 4. Gedurende het onderzoek kan iedereen zijn klachten en opmerkingen schriftelijk indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Bij het verstrijken van de onderzoekstermijn houdt het college van burgemeester en schepenen een zitting tijdens dewelke iedereen die het wenst gehoord wordt en waarna de notulen van het onderzoek opgesteld worden. Die notulen sluiten de zitting.

Art. 14. Binnen tien dagen na het opmaken van de notulen van afsluiting van het onderzoek verzendt het college van burgemeester en schepenen het dossier met zijn met redenen omkleed advies naar de bestendige deputatie.

Binnen vijf dagen na de ontvangst van het dossier richt de bestendige deputatie de notulen van afsluiting van het onderzoek en het advies van het college van burgemeester en schepenen aan de technische ambtenaar.

De bekendmakingscertificaten en de persuittreksels betreffende de openbaarheid die overeenkomstig artikel 13, §§ 1 en 2, gewaarborgd is, worden eveneens bijgevoegd, alsmede de in het openbaar onderzoek voorgeschreven documenten.

Art. 15. Terwijl hij de bestendige deputatie mededeelt dat hij beslist heeft de aanvraag te ontvangen, laat de technische ambtenaar de volgende ambtenaren een afschrift geworden :

- 1° in voorkomend geval, de leidende ambtenaar van de « Office »;
- 2° de inspecteur-generaal van de « Division de l'Eau » (Afdeling Water) van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° de bevoegde regionale directeur van de « Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol » (Afdeling Voorkoming van Verontreinigingen en Beheer van de Ondergrond) van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° de bevoegde provinciale directeur van de « Direction générale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme » (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Stedebouw) van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Deze ambtenaren beschikken, met ingang van de mededeling van de aanvraag, over een termijn van vijftig dagen om hun met redenen omkleed advies bij de technische ambtenaar in te dienen. Na het verstrijken van die termijn wordt de procedure voortgezet.

Wanneer de vergunningsaanvraag giftige afvalstoffen betreft, richt de technische ambtenaar binnen dezelfde termijn als die bedoeld in het eerste lid, een afschrift van de aanvraag aan de in artikel 71 bedoelde Erkenningscommissie.

Uiterlijk binnen zestig dagen voor het verstrijken van de in artikel 16 bedoelde termijn, stelt de technische ambtenaar een verslag op dat met name rekening houdt met de in artikel 13, § 4, bedoelde gegevens, alsmede met de in dit artikel en in artikel 14, eerste lid, bedoelde adviezen.

Art. 16. De bestendige deputatie doet uitspraak over de aanvraag binnen een termijn van honderd vijftig dagen na de betekening van de in artikel 12, § 3, bedoelde beslissing waarbij de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard.

Art. 17. De beslissing van de bestendige deputatie wordt bij een ter post aangetekende brief gelijktijdig bekendgemaakt aan de aanvrager, het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de installatie moet gevestigd worden en aan de technische ambtenaar die de in artikel 15 bedoelde diensten, alsmede de bevoegde regionale directeur van de « Division des Pollutions Industrielles » (Afdeling Industriële Verontreinigingen) van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Binnen vijf dagen na zijn betekening wordt de beslissing geheel aangeplakt gedurende dertig dagen op het gemeentehuis van de betrokken gemeente en op ten minste vier plaatsen langs een openbare rijweg dichtbij de geplande vestigingsplaats. Onder dezelfde voorwaarden kan een bericht de aanplakking van de beslissing vervangen; dit advies vermeldt de genomen beslissing en duidt dat de volledigheid van de tekst van de beslissing eveneens de opgelegde voorwaarden bij het gemeentebestuur goraadpleegd kunnen worden.

De beslissing of het bericht wordt eveneens op dezelfde wijze en gedurende dezelfde termijn aangeplakt op de gebruikelijke aanplakingsplaatsen in de aangrenzende gemeenten waarvan het grondgebied gelegen is binnen een omtrek van 100 m rond de vestigingsplaats.

Vanaf de laatste aanplakkingsdag zendt het college van burgemeester en schepenen de bestendige deputatie het bekendmakingscertificaat van de beslissing waarin melding gemaakt wordt van de aanplakingsperiode van de beslissing of van het advies.

Onderafdeling 2. — Beroepen tegen de beslissing van de bestendige deputatie

Art. 18. § 1. Een beroep bij de Minister staat open voor de vergunningsaanvrager, de gouverneur en voor elke belanghebbende derde tegen elke door de bestendige deputatie genomen beslissing. Dit beroep is niet opschortend.

§ 2. De gouverneur is verplicht een beroep in te stellen indien de technische ambtenaar hem hierom verzoekt.

Art. 19. Op straffe van nietigheid wordt het beroep bij aangetekend schrijven ingediend bij de Minister binnen twintig dagen na :

1° de in artikel 17, alinea's 2 en 3, bedoelde aanplakking wanneer het beroep door een belanghebbende derde wordt ingesteld;

2° ontvangst van de in artikel 17, eerste lid, bedoelde betekening wanneer het beroep door de vergunningsaanvrager of de gouverneur wordt ingesteld.

Art. 20. Binnen acht dagen na de instelling van het beroep brengt de Minister gelijktijdig de vergunningsaanvrager, de bestendige deputatie, het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de exploitatieplaats gelegen is, ervan op de hoogte alsmede de technische ambtenaar ten einde hem in staat te stellen het in artikel 21 voorziene advies te geven.

Binnen vijf dagen na deze betekening laat het college van burgemeester en schepenen overeenkomstig de in artikel 17, alinea's 2 en 3, bedoelde modaliteiten een bericht aanplakken dat de instelling van het beroep vermeldt.

Art. 21. De Minister doet uitspraak over het beroep binnen negentig dagen met ingang van het verstrijken van de termijn van de beroepstermijn. Hij wint vooraf het advies van de technische ambtenaar in die daartoe de verzoekers of hun vertegenwoordiger, alsmede de aanvrager met het oog daarop hoort en kan het advies van de in artikel 15, eerste lid, 1° tot 4°, bedoelde ambtenaren inwinnen en stelt de notulen van hun verhoor op alvorens ze bij zijn advies te voegen.

Art. 22. De beslissing van de Minister wordt gelijktijdig bij aangetekend schrijven betekend aan de verzoeker, de aanvrager, de bestendige deputatie en het college van burgemeester en schepenen, alsmede bij gewone brief aan de technische ambtenaar die de belanghebbende ambtenaren erover inlicht.

Deze beslissing wordt overeenkomstig de in artikel 17, alinea's 2 en 3, bepaalde modaliteiten aangeplakt.

Afdeling 4. — Wijziging van de voorwaarden van de vergunning, van haar opschorting of intrekking

Art. 23. De overheid die een vergunning verleend heeft, kan te allen tijde de opgelegde verplichtingen wijzigen, met name om de nadelige gevolgen van een installatie voor de bodem, de flora, de fauna, de lucht of het water te beperken of, in het algemeen, om te verhinderen dat deze installatie schade aan het milieu of aan de gezondheid van de mens berokkent.

Op basis van een proces-verbaal waarin overtreding van het decreet, van zijn uitvoeringsbesluiten of van de verguningsvoorwaarden wordt vastgesteld, kan de overheid die de vergunning toekent, ze opschorten of intrekken nadat zij de houder ervan de gelegenheid heeft gegeven zijn verweermiddelen te doen gelden en de situatie binnen een vastgestelde termijn in orde te brengen; in een bijzonder gemotiveerd spoedgeval kan de vergunning dadelijk en zonder verhoor van de vergunningshouder opgeschort of ingetrokken worden.

Art. 24. Elke krachtens deze afdeling genomen beslissing wordt gelijktijdig bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs betekend aan de vergunningshouder en het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de installatie gevestigd is, aan de technische ambtenaar en, eventueel, aan de bestendige deputatie.

Art. 25. Bij opschorting of intrekking van de vergunning neemt de burgemeester of, wanneer deze niet tot handelen overgaat, de technische ambtenaar, de nodige maatregelen ten einde de activiteiten stop te zetten.

Art. 26. De vergunningshouder kan een niet-opschortend beroep bij de Minister instellen tegen elke krachtens deze afdeling door de bestendige deputatie genomen beslissing of bij de Executieve wanneer de beslissing door de Minister genomen wordt.

Het beroep wordt ingesteld bij een ter post aangetekende brief binnen een termijn van twintig dagen na de betekening van de beslissing.

Art. 27. De Minister of de Executieve doen uitspraak over het beroep binnen zestig dagen na zijn indiening. Zij winnen vooraf het advies van de technische ambtenaar in die daartoe de eiser hoort.

Art. 28. De beslissing van de Minister of de Executieve wordt bij een ter post aangetekende brief gelijktijdig betekend aan de verzoeker, de bestendige deputatie en aan het college van burgemeester en schepenen, alsmede, bij gewone brief, aan de technische ambtenaar.

De beslissing wordt overeenkomstig de in artikel 17, alinea's 2 en 3, bepaalde modaliteiten aangeplakt.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van ophalers en vervoerders van giftige of gevaarlijke afvalstoffen*

Afdeling 1. — Principe van de erkenning

Art. 29. De inzameling en het vervoer van giftige of gevaarlijke afvalstoffen afkomstig van derden zijn onderworpen aan voorafgaande erkenning. Deze erkenning wordt verleend voor een door haar bepaalde termijn en mag vijf jaar niet overschrijden.

Art. 30. Elke erkenning verkregen voor de inzameling of het vervoer van giftige of gevaarlijke afvalstoffen geldt als erkenning voor de inzameling of het vervoer van gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 31. De lijst van de erkende ophalers en vervoerders van giftige of gevaarlijke afvalstoffen wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 32. Om als ophaler of vervoerder van giftige of gevaarlijke afvalstoffen erkend te worden, dient aan de volgende voorwaarden te worden voldaan :

1° wanneer het een natuurlijke persoon betreft :

a) Belgisch staatsburger zijn of onderdaan van een lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

b) in het bezit zijn van zijn burgerlijke en politieke rechten;

c) niet bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing veroordeeld geweest zijn voor een ernstige inbreuk op Titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen, op de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, op het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen of op elke gelijkwaardige wetgeving in een lid-Staat van de Europese Gemeenschap;

d) beschikken over financiële waarborgen en beschikken of zich ertoe verplichten te beschikken over technische en menselijke middelen die de activiteiten waarvoor de erkenning wordt gevraagd, mogelijk maken overeenkomstig de bepalingen van het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, alsmede de bepalingen inzake vervoer van gevaarlijke stoffen of ontvlambare vloeistoffen;

e) zich verbinden een verzekeringspolis af te sluiten die de burgerlijke aansprakelijkheid dekt voortvloeiend uit de activiteiten waarvoor de erkenning wordt gevraagd en een afschrift van die verzekeringspolis aan de « Office » voor te leggen alvorens deze erkenning te gebruiken; op voorwaarde dat die polis voor de giftige afvalstoffen het volgende bevat :

1° een bepaling ten gunste van elke benadeelde derde, waarbij de excepties, nietigheden of vervallen niet tegenwerpen kunnen worden;

2° een clause waarbij bepaald is dat de schorsing of de verbreking van het contract slechts uitwerking heeft na het verstrijken van een termijn van zes maanden vanaf de datum waarop de oorzaak van de schorsing of de verbreking aan de Minister werd betekend;

2° wanneer het een rechtspersoon betreft die in de vorm van een handelsvennootschap opgericht is :

a) opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap en zijn maatschappelijke of exploitatiezetel in België of in een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap hebben;

b) onder zijn bestuurders, beheerders of andere personen die de vennootschap kunnen verbinden, enkel personen tellen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in 1°, b) en c);

c) de in 1°, d) en e) bepaalde voorwaarden vervullen;

3° wanneer het een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon betreft, die niet opgericht is in de vorm van een handelsvennootschap :

a) onder de leden van zijn beheersorganen en personeel dat verantwoordelijk is voor de handelingen waarvoor de erkenning wordt gevraagd, enkel personen tellen die voldoen aan de in 1°, b) en c) bepaalde voorwaarden;

b) de in 1°, d) en e) bepaalde voorwaarden vervullen.

De Minister bepaalt de technische en menselijke middelen waarover elke aanvrager moet kunnen beschikken om als ophaler of vervoerder erkend te worden. Hij bepaalt de termijn waarin elke aanvrager over die middelen moet beschikken.

Art. 33. De erkenning als ophaler is onderworpen aan de voorwaarde dat de aannemer eerst op een rekening geopend op naam van de « Office » bij de Deposito- en Consignatiekas, een som stort waarvan het door de « Office » berekend bedrag ervoor moet zorgen dat de verplichtingen van de aanvrager inzake leefmilieu nagekomen worden.

Deze formaliteit kan naar goedgevoelen van de aannemer vervangen worden door de voorafgaande vorming van een bankgarantie van hetzelfde bedrag ten gunste van de « Office » bij een door hem aangewezen en erkende bankinstelling.

Art. 34. § 1. Het bedrag van de in artikel 33 bedoelde bankgarantie of borgstelling wordt op zijn minst om de vijf jaar herzien. Daartoe richt de exploitant bij aangetekend schrijven en uiterlijk drie maanden voor het vervallen van elke termijn de volgende inlichtingen aan de « Office » :

1° de evolutie van de nominale vermogens van de bedoelde installaties;

2° de technische beschrijving en een overzicht van het vermogen van de aangewende middelen.

§ 2. De « Office » beschikt over een termijn van drie maanden met ingang van de ontvangst van de in § 1 bedoelde inlichtingen om het bedrag van de bankgarantie of van de borgstelling voor de vijf volgende jaren aan de belanghebbende mede te delen.

Art. 35. Om de vijf jaar met ingang van de betekening van de erkenning deelt de vervoerder bij aangetekend schrijven een overzicht van zijn vervoermiddelen aan de « Office » mede.

Afdeling 3. — Indienings- en onderzoeksprocedure van de aanvraag

Art. 36. § 1. De erkenningsaanvraag wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief bij de « Office ».

§ 2. Deze aanvraag bevat de volgende gegevens en documenten :

1° Wanneer het een natuurlijke persoon betreft :

- a) de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- b) een bewijs van goed gedrag en zeden of, bij gebrek eraan, elke gelijkwaardig document;
- c) een nota ter beschrijving van de aard en de hoeveelheid afvalstoffen die jaarlijks opgehaald en vervoerd kan worden;

d) de bestemmingsplaats(en) van de afvalstoffen;

e) een nota ter bepaling van de maatregelen bestemd om elk gevaar voor de gezondheid van de mens en elke milieuschade te voorkomen;

f) een nota betreffende de technische en menselijke middelen waarover de aanvrager beschikt of zal beschikken en de financiële waarborgen waarover hij beschikt ten einde giftige en gevaarlijke afvalstoffen overeenkomstig de bepalingen van het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, alsmede de bepalingen inzake voorvoer op te halen en te vervoeren, en elk bewijsstuk in dit opzicht;

g) de formele verbintenis de in artikel 32, 1°, e), bedoelde verzekeringspolis af te sluiten en de « Office » een afschrift ervan mede te bezorgen voor elke toepassing van het erkenningsbesluit.

2° Wanneer het een rechtspersoon betreft in de vorm van een handelsvennootschap :

a) een afschrift van de oprichtingsakte van de vennootschap, haar statuten en de eventuele wijzigingen in die statuten;

b) de aanduiding van de plaats van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetels;

c) alle documenten waarbij vastgesteld is dat de in artikel 32, 2°, a) en b) bepaalde voorwaarden vervuld zijn;

d) de nominatieve lijst van de bestuurders, beheerders en andere personen die de vennootschap kunnen verbinden;

e) een bewijs van goed gedrag en zeden van de persoon of de personen die de vennootschap in het Waalse Gewest kan of kunnen verbinden of, bij gebrek eraan, elk gelijkwaardig document ter vervanging ervan;

f) de gegevens en documenten bedoeld in 1°, c) tot g).

3° Wanneer het een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon betreft, die niet opgericht is in de vorm van een handelsvennootschap :

a) haar juridische aard en haar handelsnaam;

b) de nominatieve lijst van de leden van haar beheersorganen en van haar personeel die voor de ophaal en het vervoer verantwoordelijk zijn;

c) een certificaat van goed gedrag en zeden van ieder van de personen die in het Waalse Gewest de vennootschap kan verbinden of, bij gebrek eraan, elk gelijkwaardig document;

d) de in 1°, c) tot g), bedoelde gegevens en documenten.

§ 3. Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de « Office » een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag gaat hij na of zij de in § 2 bedoelde gegevens en documenten bevat.

Indien het dossier onvolledig is, brengt hij de aanvrager ervan op de hoogte binnen de in het tweede lid bepaalde termijn en wijst hij hem op de bijkomende documenten of inlichtingen die hij moet verstrekken.

Wanneer het dossier volledig is, verklaart de « Office » de aanvraag ontvankelijk en deelt hij, bij aangetekend schrijven, zijn beslissing mede aan de aanvrager binnen de in het tweede lid bepaalde termijn; deze mededeling doet de in § 5 bepaalde termijn lopen.

§ 4. De « Office » kan alle bijkomende documenten eisen die kunnen aantonen dat de aanvrager over voldoende financiële waarborgen beschikt, en dat hij beschikt of zich verplicht te beschikken over voldoende technische en menselijke middelen.

§ 5. Na het advies van de « Office » te hebben ingewonnen, doet de Minister uitspraak over de erkenningsaanvraag en legt hij de vereiste bijzondere voorwaarden op. De beslissing wordt genomen binnen een termijn van zes maanden met ingang van de betekening van de ontvankelijkheid van de aanvraag. Wanneer de erkenningsaanvraag de ophaal van giftige afvalstoffen betreft, wordt het advies van de in artikel 71 bedoelde Erkenningscommissie vereist.

Art. 37. De beslissing wordt per aangetekende brief aan de aanvrager betekend. Elke erkenningsbeslissing wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Dit uittreksel vermeldt de identiteit van de ophaler of van de vervoerder en de aard van de afvalstoffen die opgehaald of vervoerd kunnen worden.

Afdeling 4. — Wijziging van de erkenningsvoorwaarden, van haar opschorting en haar intrekking

Art. 38. De Minister kan de erkenning als ophaler opschorten wanneer de in artikel 34, § 1, bedoelde inlichtingen niet binnen de opgelegde termijnen aan de « Office » worden medegedeeld of wanneer de nieuwe bankgarantie of borgstelling niet binnen de maand na de betekening aan de belanghebbende van het nieuwe bedrag van deze bankgarantie of borgstelling wordt gesteld.

De Minister kan de erkenning als ophaler opschorten wanneer de in artikel 35 bedoelde inlichtingen niet binnen de opgelegde termijnen aan de « Office » worden medegedeeld.

Art. 39. De Minister kan telkens nieuwe verplichtingen opleggen, de erkenning opschorten of intrekken wanneer de ophaal of het vervoer een gevaar betekenen voor de gezondheid van de mens of het milieu.

Art. 40. Op basis van een proces-verbaal waarbij een overtreding wordt vastgesteld van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen, van het decreet, van zijn uitvoeringsbesluiten of van de erkenningsvoorwaarden, kan de erkenning opgeschort of ingetrokken worden nadat de houder ervan de mogelijkheid ggegeven werd zijn verweermiddelen te doen gelden en de situatie binnen een vastgestelde termijn in orde te brengen; in bijzonder gemotiveerde spoedgevallen kan de vergunning dadelijk en zonder verhoor van de vergunninghouder opgeschort of ingetrokken worden op voorwaarde dat dit verhoor van dien aard is dat het een voor de openbare veiligheid schadelijke vertraging kan veroorzaken.

Art. 41. Elke krachtens de artikelen 38, 39 en 40, genomen beslissing wordt aan de belanghebbende betekend. Het intrekkingbesluit wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van de exploitanten van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen*

Afdeling 1. — Principe van de erkenning

Art. 42. § 1. De exploitanten van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van een valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afval afkomstig van derden zijn onderworpen aan erkenning. Deze erkenning wordt verleend voor een termijn die erin bepaald wordt en mag de duur van de exploitatievergunning niet overschrijden.

§ 2. De erkenning als exploitant van een verwijderings- of valorisatieinstallatie geldt als erkenning als exploitant van een voorbehandelingsinstallatie en als exploitant van een hergroeperingsinstallatie. De erkenning voor de exploitatie van een voorbehandelingsinstallatie geldt als erkenning voor de exploitatie van een hergroeperingsinstallatie.

Art. 43. Elke erkenning verkregen voor de giftige afvalstoffen geldt eveneens voor gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 44. De lijst van de exploitanten van een erkende hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 45. Om als exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van een valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen erkend te worden, moeten de belanghebbenden voldoen aan de in artikel 32 bepaalde voorwaarden.

Art. 46. De bepalingen van de artikelen 33 en 34 zijn van toepassing op de erkenning van de exploitanten van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

Afdeling 3. — Indienings- en onderzoekprocedure van de aanvraag

Art. 47. § 1. De erkenningsaanvraag wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief bij de « Office ».

§ 2. De aanvraag bevat de volgende gegevens en documenten :

1° wanneer het een natuurlijke persoon betreft :

- a) de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- b) een certificaat van goed gedrag en zeden of, bij gebrek eraan, elk gelijkwaardig document;
- c) een nota betreffende de technische en menselijke middelen waarover de aanvrager beschikt of zal beschikken en de financiële waarborgen waarover hij beschikt ten einde een installatie overeenkomstig de bepalingen van het decreet en uitvoeringsbesluiten, te exploiteren, alsmede elk bewijsstuk in dit opzicht;
- d) de formele verbintenis de in artikel 32, 1°, e), bedoelde verzekeringspolis af te sluiten en de « Office » een afschrift ervan te bezorgen voor elke exploitatie van de installaties;
- e) technische informatie over de geplande handelingen en een raming van de eigenschappen en hoeveelheden van de bedoelde afvalstoffen;

2° wanneer het gaat om een rechtspersoon die in de vorm van een handelsvennootschap opgericht is :

- a) een afschrift van de oprichtingsakte van de vennootschap, van haar statuten en van de eventuele wijzigingen van die statuten;
- b) de aanduiding van de plaats van de maatschappelijke zetel en de exploitatiezetels;
- c) alle documenten waarbij is vastgesteld dat de in artikel 32, 2°, a) en b) bepaalde voorwaarden vervuld zijn;
- d) de nominatieve lijst van de bestuurders, beheerders en personen die gemachtigd zijn de vennootschap te verbinden;
- e) een bewijs van goed gedrag en zeden van elke persoon die in het Waalse Gewest gemachtigd is om de vennootschap te verbinden of, bij gebrek eraan, elk gelijkwaardig document;
- f) de gegevens en documenten bedoeld in 1°, c) tot e);

3° wanneer het gaat om een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, die niet opgericht is in de vorm van een handelsvennootschap :

- a) haar juridische aard en haar handelsnaam;
- b) de nominatieve lijst van de leden van zijn beheersorganen en van de voor de exploitatie verantwoordelijke personeelsleden;
- c) een certificaat van goed gedrag en zeden van elke persoon die in het Waalse Gewest gemachtigd is om de vennootschap te verbinden of, bij gebrek eraan, elk gelijkwaardig document;
- d) de in 1°, c) tot e), bedoelde gegevens en documenten.

§ 3. Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de « Office » een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag gaat de « Office » na of deze aanvraag de in § 2 bedoelde gegevens en documenten bevat.

Indien het dossier onvolledig is, brengt de « Office » de aanvrager binnen de in het tweede lid bepaalde termijn ervan op de hoogte en laat hem weten welke bijkomende documenten of inlichtingen hij moet verstrekken.

Wanneer het dossier volledig is, verklaart de « Office » de aanvraag ontvankelijk en betekent hij zijn beslissing, bij aangetekend schrijven, aan de aanvrager binnen de in het tweede lid bepaalde termijn; deze betekening doet de in § 5 bepaalde termijn lopen.

§ 4. De « Office » kan alle bijkomende documenten eisen die kunnen aantonen dat de aanvrager over voldoende financiële waarborgen beschikt en dat hij beschikt of zich verplicht te beschikken over voldoende technische en menselijke middelen.

§ 5. Na het advies van de « Office » te hebben ingewonnen, doet de Minister uitspraak over de erkenningsaanvraag en legt de vereiste bijzondere voorwaarden op. De beslissing wordt genomen binnen een termijn van zes maanden met ingang van de betekening van de ontvankelijkheid van de aanvraag. Wanneer de erkenningsaanvraag de ophaal van giftige afvalstoffen betreft, wordt het advies van de in artikel 71 bedoelde Erkenningscommissie vereist.

Art. 48. De beslissing wordt per aangetekende brief aan de aanvrager betekend. Elke erkenningsbeslissing wordt bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*. Dit uittreksel vermeldt de identiteit van de ophaler of van de vervoerder en de aard van de afvalstoffen die opgehaald of vervoerd kunnen worden.

Afdeling 4. — Wijziging van de erkenningsvoorwaarden, van haar opschorting en van haar intrekking

Art. 49. De Minister kan telkens nieuwe verplichtingen opleggen, de erkenning opschorten of intrekken wanneer de ophaal of het vervoer een gevaar betekenen voor de gezondheid van de mens of het milieu.

Art. 50. De bepalingen van de artikelen 38, eerste lid, 40 en 41, zijn van toepassing op de opschorting of de intrekking van de erkenning van de exploitanten van een hergroepings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

Afdeling 5. — De persoon die verantwoordelijk is voor de hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of voor de valorisatieverrichtingen

Art. 51. De door een erkende exploitant uitgevoerde hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of de valorisatieverrichtingen van giftige of gevaarlijke afvalstoffen geschieden onder de leiding van een door de exploitant aangewezen verantwoordelijke persoon die in het kader van een arbeidscontract voltijds terwerkgesteld is en door de Minister erkend is.

Art. 52. De verantwoordelijke persoon heeft als opdracht voortdurend te zorgen voor de inachtneming en de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen en van de erkennings- en vergunningsvoorwaarden die aan de erkende exploitant worden opgelegd. Die persoon beveelt en houdt toezicht op de uitvoering van iedere maatregel vereist om de gezondheid van de mens en de bescherming van het milieu te waarborgen.

Art. 53. Zolang de verantwoordelijke houder is van de in artikel 51 bedoelde erkenning, mag de exploitant ze van haar opdrachten ontlasten in geval van reorganisatie van de diensten.

Indien hij de erkende verantwoordelijke persoon van haar opdrachten wil ontlasten, moet hij eerst een andere verantwoordelijke persoon aanwijzen en de overdracht van de erkenning ten voordele van deze laatste vragen.

Dit geldt eveneens in geval van ontslag, inruststelling, ongeschiktheid van lange duur of afdanking, met name wanneer de verantwoordelijke persoon voor gewichtige redenen afgedankt wordt.

De Minister doet uitspraak over de overdrachtaanvraag, hij wint vooraf het advies van de « Office » in die daartoe de vooraf erkende verantwoordelijke persoon hoort.

Art. 54. § 1. De verantwoordelijke persoon kan alleen ontslagen worden voor gewichtige redenen of voor redenen van economische en technische aard die vooraf erkend werden door de bevoegde paritaire commissie. De paritaire commissie wordt ertoe gehouden zich binnen twee maanden na ontvangst van de door de werkgever ingediende aanvraag uit te spreken over het bestaan of de afwezigheid van de technische of economische redenen.

Indien de paritaire commissie zich niet binnen de voorziene termijn heeft kunnen uitspreken, zal de zaak voor de plaatselijke arbeidsrechtbank gebracht worden die daarover zal beslissen. Gedurende de procedure zal de verantwoordelijke persoon alle in zijn arbeidscontract bepaalde rechten bewaren.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt als afdanking beschouwd :

1° elke contractbreuk door de werkgever, met of zonder betaling van een vergoeding voor ontslagtoelage, met of zonder opzegging betekend gedurende de in § 2 bedoelde periode;

2° elke contractbreuk door de werknemer wegens feiten die voor hem reden zijn om het contract zonder opzegging of voor het verstrijken van de termijn te verbreken.

§ 2. De verantwoordelijke persoon geniet de bepalingen van § 1 tot het verstrijken van een periode die op de intrekking van haar erkenning volgt en waarvan de duur vastgesteld is op :

— 2 jaar wanneer zij minder dan 10 dienstjaren heeft;

— 3 jaar wanneer zij 10 tot minder dan 20 dienstjaren heeft;

— 4 jaar wanneer zij 20 dienstjaren of meer in de onderneming heeft.

De bepalingen van deze paragraaf zijn niet meer van toepassing op de persoon die de leeftijd van het rustpensioen bereikt heeft, behalve wanneer het in deze onderneming, de gewoonte is, die categorie werknemers, waartoe zij behoort, in dienst te houden.

Wanneer de werknemer de bepalingen van §§ 1 en 2 niet in acht neemt, is hij verplicht, onverminderd het recht op hogere vergoedingen betaald krachtens het contract of gebruiken, of op alle andere schadevergoedingen voor materiële of immateriële schade, de afgedankte persoon een vergoeding uit te betalen die gelijk is aan de lopende bezoldiging die met de duur van de § 2 vastgestelde periode overeenstemt.

Art. 55. Om als verantwoordelijke persoon erkend te worden, moeten de belanghebbenden aan de in artikel 37, 1°, b) en c) bepaalde bepalingen voldoen :

Zij moeten bovendien :

1° voldoende gevormd zijn inzake giftige en gevaarlijke afvalstoffen;

2° houder zijn van een diploma van burgerlijk ingenieur, licentiaat in de wetenschappen, scheikundig en landbouwkundig ingenieur, industriële ingenieur.

De Minister kan van de in het eerste lid, 2°, bepaalde voorwaarden afwijken.

Art. 56. § 1. De door de exploitant aangewezen persoon dient de aanvraag om erkenning bij aangetekend schrijven in bij de « Office ».

§ 2. Deze aanvraag bevat de volgende gegevens en documenten :

1° de identiteit en de woonplaats van de belanghebbende;

2° een getuigschrift van de erkende exploitant die de belanghebbende als verantwoordelijke persoon aanwijst;

3° de documenten waaruit blijkt dat aan de voorwaarden voorzien in artikel 55 voldaan is;

4° hun levensloop;

5° een getuigschrift van goed gedrag en zeden.

De Minister mag het overleggen van andere nuttige documenten eisen.

Art. 57. De Minister legt de duur van de erkenning vast.

Art. 58. De Minister mag de erkenning intrekken indien de verantwoordelijke persoon niet meer in staat is om haar opdrachten behoorlijk te vervullen, en alleen in dat geval. Hij wint het advies in van de « Office » die met het oog daarop de belanghebbende en de exploitant hoort.

HOOFDSTUK V. — *Inlichtingen betreffende het bezit en de levering van giftige of gevaarlijke afvalstoffen**Afdeling 1. — Het register van de giftige of gevaarlijke afvalstoffen*

Art. 59. Elke producent of ophaler van giftige of gevaarlijke afvalstoffen of exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of van een valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen moet een register bijhouden waarvan het model door de « Office » werd opgesteld, en stelt dit register minstens vijf jaar ter beschikking van de « Office ».

Art. 60. Het register bevat de volgende gegevens :

- 1° wat de producent betreft :
- a) de hoeveelheid, de aard en de eigenschappen van de geproduceerde afvalstoffen, alsmede het door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatienummer;
 - b) het voortbrengingsprocédé en de plaats waar de afvalstoffen gedeponeerd zijn;
 - c) de aangiftedatum van de afvalstoffen;
 - d) de identiteit van de erkende vervoerder;
 - e) de methodes en de plaats van de verwijdering en de valorisatie van de afvalstoffen of de identiteit van de erkende ophaler aan wie zij afgegeven werden;
- 2° wat de ophaler betreft :
- a) de identiteit van de producent van de afvalstoffen;
 - b) de aard en de hoeveelheid van de afvalstoffen, alsmede het door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatienummer;
 - c) de datum van inontvangstneming bij de producent;
 - d) de nauwkeurige identificatie van de erkende vervoerder en het gebruikte vervoermiddel;
 - e) de bestemming van de afvalstoffen, de leveringsdatum en een afschrift van het borderel van inontvangstneming door het hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiecentrum;
- 3° wat de exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiecentrum betreft :
- a) de identiteit van de producent en van de ophaler van de afvalstoffen;
 - b) de aard en de hoeveelheid van de afvalstoffen, alsmede het door het Waalse Gewest eventueel toegekende identificatienummer;
 - c) de datum van aankomst van de afvalstoffen in de installatie;
 - d) de identiteit van de erkende vervoerder;
 - e) de voorbehandelings-, verwijderings- of de valorisatiemethode waaraan de afvalstoffen werden onderworpen.

Afdeling 2. — Aangifte van bezit van giftige of gevaarlijke afvalstoffen

Art. 61. Iedereen die giftige of gevaarlijke afvalstoffen in bezit heeft, hetzij omdat hij ze zelf geproduceerd heeft, hetzij omdat zij hem werden afgegeven, wordt ertoe gehouden ze aan de « Office » aan te geven en de « Office » de gegevens die in het in artikel 60 vermelde register voorkomen door middel van een formulier waarvan het model door de Minister wordt opgesteld.

Elke wijziging van de aard of de samenstelling van de aangegeven afvalstoffen moet opnieuw bij de « Office » aangegeven worden.

Art. 62. De door de afvalproducent opgestelde aangifte van bezit moet ingediend worden binnen de tien eerste dagen van de tweede maand van elk semester; deze aangifte bevat de gegevens betreffende het afgelopen semester en een raming voor de twee volgende semesters.

Art. 63. Wanneer zij door een andere persoon dan de afvalproducent opgesteld is, moet de aangifte van bezit elk semester binnen tien dagen na het verstrijken van het referentiejaar ingediend worden.

Art. 64. Elke bezitter van afvalstoffen mag, met de toestemming van de leidende ambtenaar van de « Office », een andere informatiedrager gebruiken dan het in artikel 61 bedoelde formulier, op voorwaarde dat hij dezelfde gegevens bevat.

Afdeling 3. — Vervoerformulier van de afvalstoffen

Art. 65. Iedereen die giftige of gevaarlijke afvalstoffen in bezit heeft, wordt ertoe gehouden ze voor elk vervoer daarover bij de « Office » aan te geven. Het formulier, alsmede de aangiftemodaliteiten worden bepaald door de Minister op voorstel van de « Office ».

Art. 66. Het vervoerformulier gaat met de afvalolie mee tot de bestemmingsinstallatie die een verwijderings- of valorisatiecentrum kan zijn.

De bezitter, de verschillende tussenoperateurs en de exploitant van de bestemmingsinstallatie moeten achtereenvolgens het formulier ondertekenen wanneer zij de afvalolie in ontvangst nemen. Zij bewaren ieder een exemplaar dat door de volgende interveniënt wordt ondertekend; zij houden dat document gedurende een termijn van minimum vijf jaar ter beschikking van de « Office ».

Art. 67. De leidende ambtenaar van de « Office » kan eisen dat een analyserapport waarvan hij de modaliteiten bepaalt, en waarop de aard en samenstelling van de afvalstoffen voorkomen, bij het vervoerformulier gevoegd wordt.

Art. 68. Het vervoerformulier is niet vereist wanneer de afvalproducent zelf overgaat tot de verwijdering of valorisatie op de productieplaats.

Art. 69. Met het oog op de toepassing van deze afdeling kan de Minister alle maatregelen treffen ten einde het gebruik van de informaticatechnieken mogelijk te maken.

Art. 70. Het in deze afdeling bedoelde formulier vervangt het erkende vervoerborderel bedoeld in de artikelen 53, 84 en 112 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

HOOFDSTUK VI. — De Erkenningscommissie inzake afvalstoffen

Art. 71. § 1. Een Erkenningscommissie inzake afvalstoffen wordt opgericht. Deze Commissie brengt met name adviezen uit over de in de artikelen 15, derde lid, 38, § 5 en 47, § 5, bedoelde erkennings- en vergunningsaanvragen.

De Minister mag eveneens elke vraag betreffende de toekenning van erkenningen of vergunningen die door andere reglementeringen inzake afvalstoffen bedoeld worden, aan het advies van de Commissie voorleggen.

§ 2. Deze Commissie is samengesteld uit :

- 1° de directeur-generaal van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu) of zijn afgevaardigde die de Commissie voorzigt;
- 2° de directeur-generaal van de « Direction générale des Technologies et de la Recherche » (Algemene Directie Technologieën en Onderzoek) of zijn afgevaardigde;
- 3° de inspecteur-generaal van de « Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol » (Afdeling Voorkoming van de Verontreinigingen en Beheer van de Ondergrond) of zijn afgevaardigde;
- 4° de leidende ambtenaar van de « Office » of zijn afgevaardigde;
- 5° de inspecteur-generaal van de « Division de l'Eau » (Waterafdeling) of zijn afgevaardigde;
- 6° de inspecteur-generaal van de « Division des Pollutions industrielles » (Afdeling Industriële Verontreinigingen) of zijn afgevaardigde;
- 7° drie personen gekozen krachtens hun bijzondere wetenschappelijke bevoegdheid met name op de volgende gebieden : chemische techniek, toxicologie en landbouwkunde;
- 8° een vertegenwoordiger van de krachtens de reglementering betreffende de giftige afvalstoffen erkende laboratoria;
- 9° een secretaris gekozen binnen de pool Afvalafdeling.

De onder 8° tot 9° bedoelde personen worden door de Minister benoemd voor een termijn van zes jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar bij het verstrijken van de bepaalde periode.

Alle leden van de Commissie zijn stemgerechtigd, met uitzondering van de secretaris.

De Commissie zetelt alleen dan op juiste wijze wanneer ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn. Het advies wordt gegeven bij de eenvoudige meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 3. De Commissie kan de erkenningsaanvrager, alsmede elke andere persoon die zij nuttig acht, oproepen en horen.

Zij brengt haar advies uit binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de dag waarop de aanvraag haar werd voorgelegd. Na deze termijn wordt het advies gunstig geacht.

Indien ze een gunstig advies uitbrengt, kan ze exploitatievoorwaarden, alsmede financiële waarborgen voorstellen.

Indien zij een ongunstig advies uitbrengt, moet de Commissie haar advies op straffe van nietigheid met redenen omkleeden.

HOOFDSTUK VII. — *Strafbepalingen*

Art. 72. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de strafbepalingen van het decreet; de strafbepalingen voorzien in de wet van 22 juli 1974 zijn echter van toepassing op overtredingen betreffende de giftige afvalstoffen.

Art. 73. Degene die de in dit besluit voorziene vergunnings- of erkenningsvoorwaarden niet naleeft, wordt bestraft met de in artikel 51, 1, 4°, van het decreet bedoelde straffen.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 74. In het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van 28 september 1990 worden opgeheven :

- 1° de artikelen 2, § 1, 4 tot 11 en 16 tot 25;
- 2° de andere artikelen voor zover zij giftige of gevaarlijke afvalstoffen betreffen.

Art. 75. De op basis van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemene regeling op de giftige afvalstoffen verleende vergunningen om een verwijderingsinstallatie van afvalstoffen te exploiteren, blijven van toepassing tot het verstrijken van de termijn waarvoor zij toegekend werden en gelden tot het verstrijken van deze termijn in de zin van dit besluit als vergunning voor de handelingen waarop zij betrekking hebben.

Art. 76. Elke voor de inwerkingtreding van dit besluit als verwijderaar van giftige of gevaarlijke afvalstoffen verleende erkenning geldt in de zin van dit besluit als erkenning als exploitant van een verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

In afwijking van het vorige lid kan de « Office » de Minister voorstellen de verschillende bestaande erkenningen te wijzigen indien de vooraf opgelegde voorwaarden niet overeenstemmen met de bepalingen van dit besluit. De Minister moet zijn behoorlijk gemotiveerde beslissing binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit bekendmaken.

Art. 77. Elke voor de inwerkingtreding van dit besluit als ophaler van giftige of gevaarlijke afvalstoffen verleende erkenning geldt in de zin van dit besluit als erkenning als ophaler van giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

In afwijking van het vorige lid kan de « Office » de Minister voorstellen de verschillende bestaande erkenningen te wijzigen indien de vooraf opgelegde voorwaarden niet overeenstemmen met de bepalingen van dit besluit. De Minister moet zijn behoorlijk gemotiveerde beslissing binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit bekendmaken.

Art. 78. Elke exploitant van een verwijderings- of valorisatieinstallatie van giftige of gevaarlijke afvalstoffen is verplicht de bepalingen van dit besluit na te komen binnen een termijn van zes maanden na zijn inwerkingtreding.

Art. 79. Elke vervoersonderneming van giftige of gevaarlijke afvalstoffen is verplicht de bepalingen van hoofdstuk III na te komen binnen een termijn van één jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 80. De eerste aangifte van bezit van giftige of gevaarlijke afvalstoffen voorzien in afdeling 2 van hoofdstuk V vindt plaats binnen zes maanden na de bekendmaking van dit besluit. Zij bevat de gegevens beschikbaar voor de lopende semester en een raming voor de twee volgende semesters.

Art. 81. De behandeling van de dossiers wordt voortgezet overeenkomstig de door dit besluit ingestelde procedure.

Art. 82. Het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemene regeling op de giftige afvalstoffen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 juni 1987 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 27 november 1986, 11 december 1986, 9 juli 1987, 12 november 1987 en 28 september 1990 worden gewijzigd als volgt :

1° artikel 1, alinea 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat betreft de bescherming van de omgeving en van het milieu, alsmede de ophaal en de behandeling van de afvalstoffen, is dit besluit in het Waalse Gewest echter niet van toepassing op de tekoopaanbieding en de verkoop, de verwerving en het afstaan onder bezwarende of kosteloze titel, de neutralisatie, de verwijdering en de valorisatie van giftige afvalstoffen. »

2° artikel 27bis wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 27bis. Wat betreft de bescherming van de omgeving en het milieu, alsmede de ophaal en de verwijdering of de valorisatie, dient in het Waalse Gewest :

a) onder « verwervingsvergunning » in de zin van artikel 24, 2° en van artikel 25 van dit besluit « erkenning als ophaler van afvalstoffen » te worden verstaan;

b) de in dit hoofdstuk bedoelde bijdrage wordt gestort of overgeschreven op de rekening van de « Office régional des déchets ».

3° artikel 33 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« Wat betreft de bescherming van de omgeving en het milieu, alsmede de ophaal en de behandeling van de afvalstoffen, dient in het Waalse Gewest te worden verstaan onder « Erkenningscommissie », de door artikel 71 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen opgerichte Erkenningscommissie inzake afvalstoffen. »

4° artikel 37 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 37. De artikelen 3, 5 tot 23, 35 en 36 van dit besluit zijn niet meer van toepassing in het Waalse Gewest wat betreft de bescherming van de omgeving en het milieu, alsmede de ophaal en de behandeling van de afvalstoffen. »

Art. 83. In artikel 34, alinea 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen, gewijzigd bij het besluit van 19 april 1990 wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling :

« De gevaarcriteria zijn degenen bepaald in bijlage III van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen. »

Art. 84. Met inachtneming van het decreet, de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen en de bepalingen van internationaal recht die van toepassing zijn, kan de Minister :

1° de categorieën afvalstoffen bepalen waarop de bepalingen van dit besluit niet van toepassing zijn vanwege het geringe gevaar dat die afvalstoffen voor de gezondheid van de mens en voor het milieu inhouden;

2° van de bepalingen van dit besluit afwijken, hetzij bij wijze van regeling, hetzij bij individuele beslissingen, voor toevallige of ongevaarlijke handelingen of activiteiten.

Art. 85. Voor de vestiging en de exploitatie van de in artikel 5 bedoelde installaties zijn de bepalingen van de hoofdstukken I en II van Titel I van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en van artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemene regeling op de giftige afvalstoffen niet meer van toepassing wat de bescherming van de omgeving en van het milieu betreft.

Art. 86. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 87. De Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage I

Verwijderingshandelingen

- D1 Het op of in de bodem brengen van afvalstoffen
- D2 Behandeling op of in de bodem
- D3 Injectie in de diepe ondergrond
- D4 Opslag in waterbekkens
- D6 Lozing van vaste afvalstoffen in een watermassa
- D8 Biologische behandeling die niet elders in deze bijlage wordt omschreven, die resulteert in uiteindelijke verbindingen of mengsels die worden verwijderd volgens één of meer van deze bijlage genoemde methoden
- D9 Fysisch-chemische behandeling die niet elders in deze bijlage wordt omschreven, en die resulteert in uiteindelijke verbindingen of mengsels die worden verwijderd volgens één of meer van de in deze bijlage opgesomde methoden
- D10 Verbranding op het land
- D12 Permanente opslag (bij voorbeeld het installeren van containers in een mijn, enz.)

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen gevoegd te worden.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage II

Handelingen waardoor valorisatie mogelijk wordt

- R1 Terugwinning of regeneratie van oplosmiddelen
- R2 Recycling of terugwinning van organische stoffen die niet als oplosmiddelen worden gebruikt
- R3 Recycling of terugwinning van metalen en metaalverbindingen
- R4 Recycling of terugwinning van andere anorganische materialen
- R5 Regeneratie van zuren of basen
- R6 Terugwinning van bestanddelen die worden gebruikt voor de bestrijding van vervuiling
- R7 Terugwinning van bestanddelen uit katalysatoren
- R8 Reraffinage van olie of andere vormen van hergebruik van olie
- R9 Hoofdgebruik als brandstof of als ander middel voor energieopwekking
- R10 Hoofdgebruik over de grond ten behoeve van de landbouw of het milieu, met inbegrip van compostbemesting en bemesting met andere biologische afgezette stoffen, behoudens in geval van kadavers van dieren, faecaliën en andere natuurlijke en niet-gevaarlijke stoffen die in de landbouw worden gebruikt
- R11 Gebruik van afvalstoffen die via een van de onder R1 tot en met R10 genoemde handelingen zijn verkregen
- R12 Ruiling van afvalstoffen om een van de onder R1 tot en met R11 genoemde handelingen te kunnen toepassen.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen gevoegd te worden.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage III

Gevaareigenschappen voor de afvalstoffen

- « Ontpofbaar » : stoffen en preparaten die bij aanraking met een vlam kunnen ontploffen of voor stoten of wrijving gevoeliger zijn dan dinitrobenzeen;
 - « Oxiderend » : stoffen en preparaten die bij aanraking met andere stoffen, met name ontvlambare stoffen, sterk exotherm kunnen reageren;
 - « Ontzettend ontvlambaar » : stoffen en preparaten die in vloeibare toestand een vlampunt beneden 0 °C hebben en die een kookpunt beneden of gelijk aan 35 °C hebben;
 - « Licht ontvlambaar » : stoffen en preparaten die :
 - bij normale temperatuur aan de lucht blootgesteld, zonder toevoer van energie in temperatuur kunnen stijgen en ten slotte kunnen ontbranden;
 - in vaste toestand, door kortstondige inwerking van een ontstekingsbron, gemakkelijk kunnen worden ontstoken en na verwijdering van de ontstekingsbron blijven branden of gloeien;
 - in vloeibare toestand een vlampunt beneden 21 °C hebben;
 - in gasvormige toestand bij normale druk met de lucht ontvlambaar zijn;
 - bij aanraking met water of vochtige lucht, licht ontvlambare gassen in een gevaarlijke hoeveelheid ontwikkelen;
 - « Ontvlambaar » : vloeibare stoffen en preparaten die een vlampunt van ten minste 21 °C en ten hoogste 55 °C hebben;
 - « Irriterend » : niet-corrosieve stoffen en preparaten die door directe, langdurige of herhaalde aanraking met de huid of de slijmvliezen een ontsteking kunnen veroorzaken;
 - « Schadelijk » : stoffen en preparaten die door inademing of door opneming via de mond of de huid gevaren van beperkte aard kunnen opleveren;
 - « Kankerverwekkend » : stoffen en preparaten die door inademing of door opneming via de mond of de huid kanker veroorzaken of de frequentie van kanker kunnen doen toenemen;
 - « Corrosief » : stoffen en preparaten die bij aanraking een vernietigende werking op levende weefsels kunnen uitoefenen;
 - « Infectieus » : stoffen en preparaten die levensvatbare micro-organismen of hun toxinen bevatten waarvan bekend is of waarvan sterk wordt vermoed dat zij ziekten bij de mens of bij andere levende organismen veroorzaken;
 - « Teratogeen » : stoffen en preparaten die door inademing of opneming via de mond of de huid niet-erfelijke misvormingen veroorzaken of de frequentie daarvan kunnen doen toenemen;
 - « Mutageen » : stoffen en preparaten die door inademing of opneming via de mond of de huid erfelijke genetische schade veroorzaken of de frequentie daarvan kunnen doen toenemen;
- Stoffen en preparaten die in contact met water, lucht of zuur vergiftigd of zeer vergiftigd gas ontwikkelen;

Stoffen en preparaten die na verwijdering op één of andere wijze een andere stof doen ontstaan; bij voorbeeld een uitloppingsprodukt, die een van de hierboven genoemde eigenschappen bezit;
 « Ecotoxisch » : stoffen en preparaten waarvan het gebruik onmiddellijk of na verloop van tijd gevaar voor één of meer sectoren, van het milieu oplevert of kan opleveren.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen gevoegd te worden.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

—
 Bijlage IV
 —

Openbaar onderzoek

Bericht aan de bevolking :

Het gemeentebestuur van brengt ter kennis van de bevolking dat (de publiekrechtelijke persoon) een aanvraag om bij de volgende plaats heeft ingediend en het voorafgaande milieueffectenonderzoek voorzien in het decreet van 11 september 1985 daarbij heeft gevoegd.

Iedereen kan :

- 1° het dossier van de aanvraag, met inbegrip van het milieueffectenonderzoek raadplegen op de volgende plaats :
- tussen de volgende uren :
- 2° de informatievergadering die het gemeentebestuur op de volgende plaats :
- op de volgende datum en uren : bijeenroept, bijwonen;
- 3° zijn bezwaren en opmerking mededelen voor aan

De burgemeester.

De gemeentesecretaris.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen gevoegd te worden.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
 EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID**

27 MEI 1992. — Koninklijk besluit houdende toekening van het gouden, zilveren of bronzen erekenteken van Laureaat van de Arbeid van België en van de ster van Cadet van de Arbeid van België

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het besluit van de Regent van 12 november 1948, houdende nadere omschrijving van de officiële modellen der Ere kentekens van de Arbeid;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1954, houdende goedkeuring der statuten van de Instelling van openbaar nut genoemd « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België, Albert I — Nationale Arbeidstentoonstellingen »;

Gelet op de adviezen van het bevoegd Nationaal Comité en van de Commissaris-generaal der Regering bij het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België;

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
 ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL**

27 MAI 1992. — Arrêté royal portant attribution de l'insigne d'honneur d'or, d'argent ou de bronze de Lauréat du Travail de Belgique et de l'étoile de Cadet du Travail de Belgique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté du Régent du 12 novembre 1948, définissant les modèles officiels des Insignes d'honneur du Travail;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1954, portant approbation des statuts de l'Établissement d'utilité publique dénommé « Institut royal des Elites du Travail de Belgique, Albert I^{er} — Expositions nationales du Travail »;

Vu les avis émis par le Comité National compétent et par le Commissaire général du Gouvernement près l'Institut royal des Elites du Travail de Belgique;